

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 21 août 2025 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°704 ■

ANALYSE

Alger : une capitale sans système de mobilité, digne de son statut

Par Mohamed Chérif BELMIHOUB

P 16

ELLE VISE À CAPTER 10 MILLIARDS DE DOLLARS DE CONTRATS LORS DE L'IATF- 2025

L'Algérie affiche ses ambitions africaines

Du 4 au 7 septembre, Alger sera le centre névralgique de l'économie africaine. La capitale accueille la 4e édition du Salon africain du commerce interafricain (IATF-2025), un rendez-vous majeur qui ambitionne de générer 44 milliards de dollars de transactions commerciales et d'investissements. Pour l'Algérie, qui espère capter entre 10 et 15 % de ce volume, soit près de 10 milliards de dollars, l'enjeu dépasse le simple événement : il s'agit d'une épreuve grandeur nature pour affirmer son rôle dans l'intégration économique du continent. P 3



LE MINISTRE D'ÉTAT, MINISTRE DE L'ÉNERGIE REÇOIT LE SG DU GECF

L'évolution des marchés mondiaux du gaz au menu

Le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab, a reçu avant-hier, au siège du ministère, le secrétaire général du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), Mohamed Hamel. Les deux responsables ont évoqué l'évolution des marchés mondiaux du gaz et la contribution de l'Algérie au renforcement de la présence du Forum sur la scène internationale, a indiqué un communiqué du ministère.

P 2

600 000 ALGÉRIENNES ONT BÉNÉFICIÉ DE MICROCRÉDIT

L'entrepreneuriat féminin en pleine expansion

En Algérie, l'entrepreneuriat féminin connaît une dynamique inédite grâce au dispositif de microcrédit porté par l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM). Depuis sa création en 2005, cette institution publique s'impose comme un levier d'inclusion sociale et économique. Selon sa directrice générale, Souad Bendjemil, « plus de 600 000 femmes, qu'elles soient rurales, au foyer ou vivant dans le Sud, ont pu bénéficier du microcrédit et transformer leurs idées en projets concrets ».

P 3

9E CONFÉRENCE TICAD
Renforcement de la coopération algéro-nippone

Le Japon a donné, hier mercredi, le coup d'envoi de la 9e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD), organisée du 20 au 22 août 2025 à Yokohama, rassemblant près d'une cinquantaine de pays africains. L'Algérie, représentée à cet événement par le ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, en tant que représentant du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, aura l'occasion, à travers les discussions avec le ministre d'État chargé des Affaires étrangères du Japon, Tsuji Kyoto, de renforcer la coopération entre les deux pays.

P 5

PÉTROLE
Le prix de Brent en hausse à 66,52 dollars P 2

GRÂCE À SON GLORIEUX HÉRITAGE HISTORIQUE
« L'Algérie reste une nation forte et cohésive » P 3

PROGRAMME AADL 3
Prorogation des délais de téléchargement des recours au 6 septembre P 4

PÉTROLE

Le prix de Brent en hausse à 66,52 dollars

Les prix du pétrole effacent mercredi une partie de leurs pertes de la veille, portés notamment par l'évolution des tensions géopolitiques et des informations sur une éventuelle baisse des réserves américaines. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en octobre, gagnait 1,11% à 66,52 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en septembre, dont c'est le dernier jour de cotation, prenait 1,33% à 63,18 dollars. Alors que les investisseurs surveillent avec prudence l'impact des efforts diplomatiques pour la résolution des conflits, la fédération des professionnels américains du secteur, l'American Petroleum Institute (API), a estimé mardi soir que les stocks de brut avaient chuté d'environ 2,4 millions de barils la semaine dernière, et ceux d'essence d'un million de barils. Un recul encore plus important que celui escompté par le consensus du marché, qui tablait sur 800.000 barils de brut et 100.000 d'essence en moins, précisent des experts. Une offre plus resserrée a mécaniquement tendance à soutenir les prix, bien que les investisseurs s'attendent à ce que le marché pétrolier se retrouve suralimenté à terme. Attendus mercredi, les chiffres sur les stocks relayés par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) pour la semaine achevée le 15 août, sont cependant réputés plus fiables.

LE MINISTRE D'ÉTAT, MINISTRE DE L'ÉNERGIE REÇOIT LE SG DU GECF

L'évolution des marchés mondiaux du gaz au menu

Le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab, a reçu avant-hier, au siège du ministère, le secrétaire général du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), Mohamed Hamel. Les deux responsables ont évoqué l'évolution des marchés mondiaux du gaz et la contribution de l'Algérie au renforcement de la présence du Forum sur la scène internationale, a indiqué un communiqué du ministère.

Par Sirine R

Cette rencontre a permis de passer en revue la participation de l'Algérie aux activités du GECF, de consolider la présence du Forum sur la scène internationale et de réaffirmer le rôle central de cette organisation dans la coordination des efforts entre les pays membres. Les discussions ont également porté sur les défis actuels du secteur du gaz naturel dans un contexte marqué par les mutations accélérées du paysage énergétique mondial. Les deux parties ont abordé l'évolution et les perspectives des marchés mondiaux du gaz, en insistant sur la nécessité d'intensifier la concertation et l'échange d'expertises afin de garantir la stabilité des marchés et de soutenir les investissements nécessaires pour répondre à la demande croissante en énergie, dans l'intérêt des producteurs comme des consommateurs. Dans ce cadre, M. Arkab a réaffirmé « l'engagement de l'Algérie à continuer de travailler aux côtés des États membres du GECF et à promouvoir les démarches pour une transition énergétique équitable et équilibrée, tout en préservant le rôle du gaz naturel en tant qu'énergie essentielle pour soutenir la croissance économique et le développement durable ». De son côté, le secrétaire général du GECF s'est félicité du niveau de la coopération établie avec l'Algérie, saluant ses contributions constantes dans la promotion des actions du Forum et le renforcement de sa présence, en



tant que plateforme de coordination et de concertation entre les pays exportateurs de gaz. Il a également souligné que le GECF continue de susciter l'intérêt de nombreux pays, avec la perspective de nouvelles adhésions, ce qui renforcerait son rôle en tant que principale plateforme mondiale de coopération entre producteurs de gaz. M. Arkab a, en conclusion, réaffirmé « l'engagement de l'Algérie à accompagner les efforts du GECF et à conforter son rôle en tant qu'État actif et responsable sur les marchés mondiaux de l'énergie, notamment dans le domaine gazier », souligne le communiqué. Par ailleurs, le secrétaire général du GECF, Mohamed Hamel, a été reçu par le PDG du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi. Les

échanges ont porté sur les moyens de renforcer la coopération et d'élargir les perspectives de partenariat, en phase avec les défis actuels du secteur énergétique aux niveaux régional et international. Les deux parties ont également discuté de l'avenir du gaz naturel dans le mix énergétique mondial et de son rôle stratégique dans la réalisation du développement durable et dans l'appui au processus de transition énergétique, en tant qu'option clé vers un avenir plus propre et plus efficace. Cette rencontre illustre « l'engagement de Sonatrach à conforter la position de l'Algérie en tant que partenaire fiable et acteur central de l'industrie gazière mondiale, à travers une participation active aux initiatives régionales et internationales ».

ILS ONT RECLÉ DE 6 MILLIONS DE BARILS

Les stocks de pétrole aux Etats-Unis en baisse

Les stocks commerciaux de pétrole aux États-Unis ont connu un recul plus important que prévu la semaine dernière, selon des informations publiées mercredi par l'Agence américaine sur l'énergie (EIA), dû notamment à une hausse des exportations. Durant la semaine achevée le 15 août, ces réserves ont baissé de 6 millions de barils, alors que les analystes s'attendaient à une diminution d'environ 850.000 barils, d'après la médiane d'un consensus établi par l'agence Bloomberg. Au total et hors réserve stratégique, les stocks se sont établis à 420,7 millions de barils, au plus bas depuis un mois. La réserve stratégique a, elle, légèrement gonflé, à 403,4 millions de barils. Cette baisse plus marquée qu'attendu peut

être attribuable à une nette hausse des exportations (+22% par rapport à la période précédente), au plus haut depuis avril. En parallèle, les importations ont légèrement diminué (-6%). Les raffineries américaines ont aussi utilisé leurs capacités de façon plus marquée que lors de la période précédente, à 96,6% (contre 96,4%), faisant légèrement grimper la quantité de brut utilisé par ces installations. La production américaine de brut a quelque peu augmenté, à 13,38 millions de barils quotidiens (contre 13,33 millions). En théorie, une baisse plus marquée qu'anticipé des réserves de brut est de nature à soutenir les prix de l'or noir. Mais la publication du rapport hebdomadaire de l'EIA a quelque peu ralenti la progression des cours mercredi. Vers

15H00 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord prenait 0,87% à 66,36 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate avançait de 0,82% à 62,86 dollars. La quantité de produits livrés au marché américain, indicateur implicite de la demande, est restée pratiquement stable (+0,7%), mais la demande en essence - catégorie très suivie par les opérateurs - a légèrement diminué (-1,8%). En outre, et comme chaque semaine, l'EIA a une nouvelle fois corrigé les données des périodes précédentes. L'agence a ajouté, cette fois, environ 385.000 barils quotidiens aux volumes arrivés sur le marché américain, au titre de cette correction statistique, qui n'a pas de rapport avec l'activité de la semaine considérée.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

ELLE VISE À CAPTER 10 MILLIARDS \$ DE CONTRATS LORS DE L’IATF- 2025

L’Algérie affiche ses ambitions africaines

Du 4 au 7 septembre, Alger sera le centre névralgique de l’économie africaine. La capitale accueille la 4e édition du Salon africain du commerce interafricain (IATF-2025), un rendez-vous majeur qui ambitionne de générer 44 milliards de dollars de transactions commerciales et d’investissements. Pour l’Algérie, qui espère capter entre 10 et 15 % de ce volume, soit près de 10 milliards de dollars, l’enjeu dépasse le simple événement : il s’agit d’une épreuve grandeur nature pour affirmer son rôle dans l’intégration économique du continent.

Par Mourad A.

Lors de son intervention à la télévision nationale, Amine Boutalbi, président du Centre arabo-africain d’investissement et de développement (CAAID) et ambassadeur officiel du salon, a résumé l’importance de ce moment : « L’Algérie a remporté l’organisation de cette édition face à trois grandes économies africaines. C’est une reconnaissance de son poids croissant et de sa capacité à être une véritable porte d’entrée vers l’Afrique ». Selon les organisateurs, 60 % des accords attendus, soit environ 26 milliards de dollars, seront destinés à des investissements directs dans des infrastructures stratégiques : routes, ports, aéroports, énergie, mines ou encore numérique. Le reste, près de 17,6 milliards de dollars, concernera les échanges commerciaux de biens et de services. Des mécanismes financiers innovants, pilotés par la Banque africaine d’import-export (Afreximbank), permettront de sécuriser ces transactions, en partenariat avec la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et la Banque islamique de développement. Parmi les grandes perspectives de cette édition figurent plusieurs partenariats stratégiques : la possibilité d’accords énergétiques entre Sonatrach et le groupe nigérien Dangote, le soutien aux exportations algériennes via le mécanisme de garantie de l’Afreximbank, ainsi que la signature de plus de 28 accords commerciaux et d’investissement impliquant notamment Sonelgaz, Sonatrach et GICA. Pour Amine Boutalbi, le défi est clair : « Nous devons

convaincre les investisseurs et partenaires étrangers de la compétitivité de notre produit national. L’objectif fixé de 10 milliards de dollars est ambitieux, mais il obligera nos entreprises à hisser leur niveau de performance et à se projeter au-delà du marché local ». Plus de 10 chefs d’État et 96 ministres représentant les finances, l’industrie, le commerce et l’environnement sont attendus à Alger. À travers cette affluence, l’événement dépasse la dimension commerciale pour se muer en plateforme de réflexion sur l’avenir économique du continent, sous l’égide de l’Union africaine et dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). De son côté le Dr Larbi Ghouini, expert en économie, a rappelé la portée symbolique de cette édition : « L’accueil de ce salon à Alger est la preuve que l’Algérie est reconnue comme la troisième économie d’Afrique. Les réformes entreprises ces dernières années, notamment la nouvelle loi sur l’investissement, ont commencé à porter leurs fruits et renforcent sa crédibilité ».Le salon mettra en lumière des opportunités sectorielles inédites à travers des forums thématiques. Le premier sera axé sur l’automobile et les technologies, notamment les projets de véhicules électriques. Un autre forum sera consacré aux femmes entrepreneurs et à la jeunesse innovante, considérées comme des moteurs du commerce continental. Enfin, un forum sur les infrastructures et la logistique permettra à l’Algérie de valoriser son réseau de transport, y compris sa plus longue ligne ferroviaire d’Afrique. Les besoins exprimés par plusieurs pays africains ouvrent des

marchés colossaux ; à titre d’exemple, la demande en matériaux de construction pourrait dépasser les 40 milliards de m² de céramique d’ici 2026. Les entreprises algériennes de ciment, clinker, acier et électroménager disposent de sérieux atouts pour se positionner sur ces marchés. Au-delà des chiffres, ce salon représente une vitrine pour redéfinir l’image de l’Algérie. Peu connue sur le continent en dehors de son rôle énergétique, elle ambitionne désormais de diversifier sa présence : industrie, agriculture, services, universités et recherche scientifique. « L’essentiel, c’est de changer la perception de l’Algérie. Beaucoup d’Africains connaissent nos ressources en gaz et en pétrole, mais ignorent que nous produisons des matériaux de construction, de l’électroménager ou que nos universités forment des élites africaines. Ce salon est l’occasion de montrer cette autre facette de notre économie », a insisté Amine Boutalbi. Pour le Dr Ghouini, l’événement s’inscrit dans une dynamique plus large : « L’Afrique est aujourd’hui à la recherche d’un modèle de développement endogène et intégré. L’Algérie, forte de ses réformes et de sa stabilité macroéconomique, a toutes les cartes en main pour jouer un rôle central dans cette nouvelle donne ». L’Algérie joue donc gros : transformer ce rendez-vous en levier pour augmenter sa part du commerce interafricain, encore jugée trop faible au regard de son potentiel. Les 10 milliards de dollars visés ne sont pas qu’un chiffre : ils symbolisent l’entrée d’une économie longtemps tournée vers l’Europe dans une Afrique en pleine mutation.

GRÂCE À SON
GLORIEUX HÉRITAGE
HISTORIQUE
« L’Algérie reste une
nation forte
et cohésive»

Par R N.

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Laïd Rebiga, a souligné mercredi à Skikda, que l’Algérie reste une nation forte et cohésive grâce à son glorieux héritage historique qui constitue son arme morale la plus importante face aux différents défis. "L’Algérie aujourd’hui demeure, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, une nation forte et cohésive grâce à son glorieux héritage historique qui constitue son arme morale la plus importante pour faire face aux différents défis et poser les fondements de la justice, de la liberté et de la dignité", a déclaré M. Rebiga à l’ouverture d’un Colloque national sur "la stratégie de la Révolution face à l’occupation française", organisé à la Bibliothèque principale Noureddine-Sahraoui, dans le cadre de la célébration de la Journée nationale du Moudjahid. Rappelant que l’Algérie "ne ménage aucun effort pour défendre les causes justes dans le monde", le ministre a affirmé qu’une nation dotée de ces qualités "ne peut être soumise, quelles que soient les circonstances". Il a également insisté sur "l’importance d’une vision perspicace devant les mutations qui s’opèrent au niveau régional et international", soulignant qu’être conscient de ces mutations est nécessaire pour "garantir la sécurité et la stabilité de l’Algérie". S’agissant de la célébration de la Journée nationale du Moudjahid, marquant le double anniversaire de l’offensive du Nord-Constantinois et du Congrès de la Soummam (20 août 1955- 1956), le ministre a déclaré que cette date a constitué "une étape charnière et historique qui a impulsé la lutte armée pour l’indépendance et stimulé l’action révolutionnaire". La célébration de la Journée du Moudjahid à Skikda a vu aussi l’organisation de nombreuses activités historiques et culturelles, clôturées par la réinhumation de restes des martyrs au cimetière de Beni Oulbane.

600 000 ALGÉRIENNES ONT BÉNÉFICIÉ DE MICROCRÉDIT

L’entrepreneuriat féminin en pleine expansion

Par M A.

En Algérie, l’entrepreneuriat féminin connaît une dynamique inédite grâce au dispositif de microcrédit porté par l’Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM). Depuis sa création en 2005, cette institution publique s’impose comme un levier d’inclusion sociale et économique. Selon sa directrice générale, Souad Bendjemil, « plus de 600 000 femmes, qu’elles soient rurales, au foyer ou vivant dans le Sud, ont pu bénéficier du microcrédit et transformer leurs idées en projets concrets ». Le microcrédit de l’ANGEM s’adresse à toutes les catégories de la société, qu’elles soient diplômées, formées dans les métiers artisanaux ou sans qualification. « L’objectif est clair : encourager l’indépendance financière, créer des postes d’emploi et accompagner la durabilité des micro-entreprises », a rappelé Mme Bendjemil lors de son intervention à la télévision algérienne. Le financement peut atteindre 1 million de dinars pour la création d’un projet, ou entre 100 000 et 250 000 dinars pour l’acquisition de matières

premières, avec une particularité : des prêts sans intérêts, remboursables sur huit ans, sans pénalités en cas de difficultés. La part des femmes dans ce dispositif est remarquable : 600 000 bénéficiaires à ce jour. Elles sont présentes dans des secteurs variés : artisanat, agriculture, gastronomie, services numériques ou encore cosmétique. « Les femmes constituent le moteur silencieux de cette réussite. Leur taux de remboursement atteint 62 %, ce qui prouve leur sérieux et leur engagement », a souligné Mme Bendjemil. Au-delà de l’autonomie personnelle, ces projets redessinent le modèle économique familial. Le concept de « famille productive » est devenu une réalité : la femme initie l’activité et intègre ensuite son mari et ses enfants. Dans certains cas, les fils assurent la commercialisation pendant que la mère fabrique les produits. Parmi les expériences mises en avant par l’ANGEM figure celle d’une femme de Tindouf, qui a commencé par fabriquer de l’huile d’argan avant de perfectionner son produit et de le commercialiser sur de nouveaux marchés. Une autre success

story émane de Skikda, où une femme a transformé un triporteur en cuisine ambulante pour vendre kesra et mhajeb traditionnels, tout en associant son époux dans la gestion. Certaines bénéficiaires ont même franchi les frontières. En 2020, dix entrepreneuses algériennes ont participé au Salon de Milan, en partenariat avec la Chambre nationale de l’artisanat, exposant des produits 100 % naturels qui ont séduit les visiteurs européens. « Cet engouement montre que les produits traditionnels algériens peuvent trouver leur place à l’international », a affirmé la directrice de l’ANGEM. À l’échelle globale, l’ANGEM revendique 1 million de bénéficiaires depuis 2005, soit environ 1 million d’emplois directs créés, auxquels s’ajoutent près de 2 millions d’emplois indirects. En tout, près de 3 millions de postes ont été générés. Ces chiffres traduisent l’impact considérable du microcrédit sur l’économie locale et nationale. L’accompagnement, au-delà du financement, reste un pilier essentiel. L’ANGEM dispose de 547 cellules locales, 49 agences de wilayas et 10 antennes régionales, mobilisant près de 900 accompagnateurs qui suivent les por-

teurs de projets jusqu’à huit ans après leur lancement. Afin de moderniser son action, l’agence a mis en place le site angem.dz, une plateforme permettant aux porteurs de projets de s’inscrire et de bénéficier d’un suivi en ligne. Une cellule d’écoute 24h/24 et 7j/7 accompagne également les bénéficiaires. De plus, des formations en marketing électronique et en packaging sont proposées pour aider les micro-entrepreneurs à valoriser leurs produits. « L’ANGEM ne cherche pas seulement à financer des projets, mais à assurer leur durabilité », a insisté Mme Bendjemil. Pour elle, la stratégie s’inscrit dans la vision gouvernementale visant à absorber le chômage, encourager les jeunes et valoriser le potentiel féminin. En donnant les moyens à 600 000 femmes de créer et de développer leurs projets, l’ANGEM contribue non seulement à l’inclusion sociale, mais aussi à la diversification économique de l’Algérie. Le succès du microcrédit algérien, porté par la force et la résilience des femmes, illustre combien l’entrepreneuriat féminin est devenu un acteur central de la croissance nationale.

RENTREE UNIVERSITAIRE
Baddari se réunit avec
les présidents des
Conférences
régionales des
universités

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, s'est réuni au siège du ministère avec les présidents des conférences régionales des universités et le recteur de l'Université des sciences de la santé (USS), pour évaluer les mesures relatives à la rentrée universitaire 2025/2026, indique un communiqué du ministère. "Mardi, M. Baddari a inspecté les travaux de réhabilitation du restaurant et des pavillons de la résidence universitaire +Hydra Centre+, avant de se rendre à la résidence universitaire, +Taleb Abderrahmane+ où il a rencontré les étudiants internationaux y résidant". A ce propos, le ministre a enjoint à la directrice des œuvres universitaires de "se réunir avec les étudiants universitaires afin d'écouter leurs propositions concernant la vie estudiantine". Lors de cette visite, "M. Baddari a inspecté le Complexe sportif des élites sportives universitaires à Ben Aknoun où il s'est enquis de l'avancement des travaux", conclut la même source.

PROGRAMME AADL 3
Prorogation des délais
de téléchargement
des recours au 6
septembre

L'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) a annoncé la prorogation jusqu'au 6 septembre prochain, des délais de téléchargement des recours des inscrits, dont les dossiers ont été rejetés au titre du nouveau programme de la formule location-vente (AADL 3), indique mardi, un communiqué de l'agence. L'AADL a invité les inscrits concernés à compléter les formalités relatives au téléchargement des dossiers de recours sur la plateforme électronique www.aadl.dz, et ce dans les délais impartis. L'Agence a précisé que cette prorogation "constitue une opportunité supplémentaire pour permettre à l'ensemble des concernés de compléter leurs dossiers", affirmant que l'opération vise aussi à "faciliter l'examen et le traitement des recours dans les meilleurs délais". Elle rappelle, en outre, le numéro vert 3040 mis à la disposition des souscripteurs, pour répondre à leurs questions.

PROMOTION DE LA CULTURE, DU PATRIMOINE ET DE L'IDENTITÉ ALGÉRIENNE

Lancement des « Journées de la philatélie » à l'Expo Osaka 2025

Le ministère de la Poste et des Télécommunications a lancé dans le cadre de sa participation à l'Exposition universelle "Expo-Osaka 2025", les "Journées de la philatélie", un évènement visant à faire connaître la culture, le patrimoine et l'identité nationale, indique un communiqué du ministère. Ces journées qui se poursuivront jusqu'au 23 août en cours connaîtront "l'organisation d'une exposition phi-

latélique présentant des épreuves de luxe en grand format, accompagnés de légendes en arabe et en anglais pour une sélection de timbres illustrant la richesse du patrimoine historique, culturel et immatériel de l'Algérie, à l'instar des timbres symbolisant les sites archéologiques et touristiques phares et les paysages naturels, outre les atouts socioéconomiques du pays, les événements saillants et les personnalités ayant marqué de leur empreinte la mémoire nationale", précise le communiqué. Par ailleurs, les pavillons ouverts aux visiteurs des différentes

nationalités ont exposé des collections de timbres émis par l'Algérie à l'occasion des salons philatéliques internationaux, et encore ceux reflétant son activité diplomatique au sein des instances et des fora régionaux et internationaux, outre d'autres timbres ancrant ses positions en faveur des causes légitimes des peuples". Lors de cette période, un timbre commémoratif dédié à la participation de l'Algérie à cette manifestation sera émis et oblitéré "Premier jour", conclut le même communiqué.

MDN

Reddition d'un terroriste et
arrestation de 3 éléments de soutien
aux groupes terroristes

Un terroriste armé s'est rendu aux autorités militaires de Bordj Badji Mokhtar et trois éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés dans différentes opérations menées par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) à travers le territoire national entre le 13 et le 19 août en cours, indique mercredi un bilan opérationnel de l'ANP. "Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période allant du 13 au 19 août 2025, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos forces armées à travers tout le territoire national", précise la même source. Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce aux efforts des unités de l'ANP, "le terroriste dénommé Okba Kounta Sid Ahmed, alias "Mohamed" s'est rendu aux au-

torités militaires de Bordj Badji Mokhtar en 6ème Région militaire, en sa possession un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, un fusil semi-automatique de type Semenov, une quantité de munitions et d'autres effets, tandis que d'autres détachements de l'ANP ont arrêté trois éléments de soutien aux groupes terroristes dans différentes opérations à travers le territoire national". Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et "en continuité des efforts déployés afin de contrecarrer le fléau du trafic de drogue dans notre pays", des détachements combinés de l'ANP "ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité, lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires, 31 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction d'un quintal et 66 kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que 2,23 kilogrammes de cocaïne et 131.318 comprimés psychotropes ont été saisis".

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 17 أوت 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 17 Août 2025

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²		المنتجات
DA / Kg			دج / كغ		
Produits	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	61	69	52	البطاطا
	Tomate	84	101	68	الطماطم
	Oignon sec	47	54	40	البصل الجاف
	Ail sec	496	575	416	الثوم الجاف
	Carotte	98	110	87	الجزر
	Navet	145	158	131	لفت
	Poivron	106	119	94	الفلفل الاخضر
	Piment	121	137	104	الفلفل الحار
	Courgette	112	126	98	الكوسة
	Haricot vert	228	251	204	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	145	158	131	الخس
Fruits frais	Pomme locale	361	445	278	التفاح المحلي
	Datte	603	723	483	التمر
	Banane	452	465	436	الموز
	Melon	86	99	73	البطيخ الاصفر
	Pastèque	75	86	65	البطيخ الاحمر
	Raisin	235	292	177	العنب
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1786	1909	1663	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	335	347	323	الدجاج
	Œufs (Unité)	19	20	17	البويض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	95	101	90	حليب البقر (لتر)
					المنتجات ذات الأصل الحيواني

Dernière composition de DZAIINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volumes transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	430,00	430,00	0,00	1,65	2,09	7,59	8,14	650	279 500,00
BANQUE DE DEVELOPEMENT LOCAL	BDL	1 414,00	1400,00	-0,99	-1,74	-1,18	9,00	5,56	1327	1 857 800,00
BIOPHARM	BIO	2 500,00	NC	0,00	0,11	5,20	7,50	7,20	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 283,00	2281,00	-0,09	-0,12	0,47	10,88	5,48	8367	14 523 127,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,26	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	384,00	NC	0,00	-3,40	-5,81	3,83	5,47	0	0,00

9^e CONFÉRENCE TICAD

Renforcement de la coopération algéro-nippone

Le Japon a donné, hier mercredi, le coup d’envoi de la 9e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l’Afrique (TICAD), organisée du 20 au 22 août 2025 à Yokohama, rassemblant près d’une cinquantaine de pays africains. L’Algérie, représentée à cet événement par le ministre de l’Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, en tant que représentant du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, aura l’occasion, à travers les discussions avec le ministre d’État chargé des Affaires étrangères du Japon, Tsuji Kyoto, de renforcer la coopération entre les deux pays.

Par Reda Hadi

Cet événement d’envergure est organisé conjointement par l’Union africaine, le Japon, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et la Banque mondiale, avec la participation de représentants de 55 pays, aux côtés des autorités japonaises et d’organisations internationales. La conférence vise à renforcer la coopération entre les différentes parties prenantes et à explorer de nouvelles perspectives pour la réalisation des objectifs de l’Agenda 2063 de l’Union africaine et de l’Agenda 2030 des Nations unies pour le développement durable, notamment autour des trois piliers fondamentaux de la TICAD : l’économie, la société et la paix et la stabilité. La participation de l’Algérie « traduit sa volonté de renforcer sa présence dans les grands forums internationaux et de matérialiser son engagement constant à soutenir le processus de développement en Afrique, à travers le renforcement de partenariats stratégiques avec le Japon et d’autres partenaires internationaux », précise un communiqué parvenu à notre rédaction.

Au cours de cette visite, « le ministre aura des rencontres bilatérales de haut niveau avec des responsables japonais et africains, ainsi que des discussions avec des personnalités internationales et des représentants d’organismes économiques et financiers, afin d’examiner les moyens d’élargir les domaines de coopération et d’investissement et de renforcer l’intégration régionale ». Selon des spécialistes algériens, la présence de l’Algérie au TICAD 2025 présente plusieurs avantages, notamment : Renforcement de la coopération économique, dont les discussions entre les ministres algériens et japonais portent sur le développement des startups et pourraient ouvrir de nouvelles opportunités pour l’Algérie et le développement des connaissances et de l’innovation. En effet, la participation au TICAD permet de partager les expériences en matière de développement économique et de startups. Enfin la participation de l’Algérie à la TICAD et l’Expo Osaka 2025 lui offrent l’occasion de renforcer sa visibilité internationale et de promouvoir ses capacités. Le même communiqué souligne que « par cette participation, l’Algérie réaffirme son engagement à soutenir la coopération afro-japonaise et à élargir les espaces de partenariat économique, ouvrant ainsi des perspectives prometteuses pour le développement durable et consolidant sa position en tant que terre d’opportunités d’investissement, disposant d’un climat favorable à l’innovation et à l’entrepreneuriat ».

Selon les médias nippons, les débats devraient porter notamment sur la possibilité d’accords de libre-échange, des mécanismes de garantie de prêts ainsi que des mesures incitatives pour encourager les entreprises japonaises à investir en Afrique. Dans son discours d’ouverture, le Premier ministre japonais Shigeru Ishiba a souligné que son pays voulait bâtir une relation basée sur la confiance. « Plutôt que de nous concentrer sur nos propres besoins, nous voulons identifier avec soin ceux de nos partenaires et tenir nos engagements en tant que nation », a-t-il déclaré. M. Ishiba a également insisté sur le potentiel de l’Afrique, riche de sa jeunesse et de ses ressources naturelles. Il a annoncé que le Japon s’engagerait à former 30 000 experts en intelligence artificielle d’ici trois ans, afin d’accompagner la numérisation des économies africaines.

MONNAIES Le dollar stable face aux autres devises

Le dollar stagne mercredi dans l’attente de nouvelles indications sur la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed). Vers 11H30, le billet vert lâchait à peine 0,06% à la monnaie unique, à 1,1655 dollar pour un euro et s’effritait de 0,05% par rapport à la livre, à 1,3499 dollar. Le compte-rendu de la dernière réunion de la Fed, en juillet, attendu plus tard dans la journée, devrait éclairer les débats internes qui ont alors animé ses membres. Mais l’attention du marché se concentre surtout sur la future prise de parole vendredi de son président, Jerome Powell, lors d’un colloque qui réunira de nombreux banquiers centraux à Jackson Hole (Wyoming). Au Royaume-Uni, l’inflation a accéléré en juillet, à 3,8% sur un an, dépassant les attentes des analystes, selon des chiffres officiels mercredi. Elle atteint son niveau le plus haut depuis janvier 2024, près du double de la cible de 2% visée par la Banque d’Angleterre (BoE), ce qui réduit la probabilité d’une nouvelle baisse des taux d’ici la fin de l’année. De son côté, la Banque de réserve de Nouvelle-Zélande (RBNZ) a abaissé mercredi son principal taux directeur de 0,25 point de pourcentage, à 3%, pour soutenir son économie. En réaction, le dollar néo-zélandais plongeait mercredi de 1,07% face au billet vert, à 1,7154 dollar "kiwi", un de ses surnoms, pour un dollar américain.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Plus de 7.600 places pédagogiques pour la session d’octobre à Chlef

Une offre globale de 7.641 places pédagogiques est assurée par la Direction de la formation et de l’enseignement professionnels de Chlef au titre de la session d’octobre, a-t-on appris mercredi auprès de cette instance. Cette offre est assurée dans différents modes de formation et filières, dont l’agriculture, l’industrie agroalimentaire, les services, l’informatique et la numérisation, a indiqué à l’APS la

cheffe du service de l’apprentissage, Safia Salem Attia. A cela s’ajoutent 705 places de formation réservées aux détenus des établissements pénitentiaires, au titre des efforts visant leur intégration sociale et professionnelle. Mme Salem Attia a également souligné le renforcement du secteur par la plateforme numérique "Tamhin", dans le cadre de la transformation numérique visant à gérer les activités du secteur de la formation et

de l’enseignement professionnels. La plateforme constitue "un espace interactif entre les entreprises économiques et les demandeurs de formation, et contribue à organiser le marché de l’apprentissage en facilitant l’accès à un grand nombre d’offres et en attirant un grand nombre de jeunes intéressés par la formation", a-t-elle ajouté. A noter que la direction de la formation de Chlef a initié, au titre des efforts visant à faire la

promotion de cette plateforme, un riche programme d’information à la faveur de la prochaine rentrée. Le programme englobe notamment des journées d’information au profit des employeurs de divers secteurs, des émissions radiophoniques, et des campagnes de sensibilisation en direction des jeunes, afin de les encourager à accéder à la plateforme, à découvrir les opportunités d’apprentissage et à s’inscrire dans des

spécialités correspondant à leurs compétences et aspirations professionnelles, selon la même source. Le secteur de la formation et de l’enseignement professionnels de Chlef compte 28 établissements de formation, dont 26 CFPA et deux (2) instituts d’enseignement professionnel, en plus du Centre national de formation à distance. Les inscriptions pour la session d’octobre se poursuivent, via Internet, jusqu’au 27 septembre.

RENOUVELLEMENT DU PARC NATIONAL

Retrait progressif des bus vétustes dès 2025

Par Selma R.R.

Dans le cadre de la modernisation du transport collectif et de la mise en œuvre des instructions du président de la République, le ministère des Transports a engagé un vaste plan visant au renouvellement progressif du parc national de bus. La première phase concernera le retrait des véhicules de plus de 30 ans, avant une seconde étape qui touchera les bus de plus de 20 ans. Invité de la Chaîne 1, M. Abdelghani Hammani, directeur du transport routier et de la logistique au ministère, a

expliqué que « le plan entrera en application dans un délai de six mois », précisant qu’une réunion de concertation s’est tenue avec les principales organisations professionnelles du secteur, dont l’Union nationale des transporteurs et l’Organisation nationale des transporteurs, en présence des représentants de l’Union générale des commerçants et artisans algériens. Les propositions des syndicats ont surtout porté sur l’accompagnement des transporteurs afin de faciliter l’acquisition de nouveaux véhicules. « Ce dossier nécessite une coordination gouvernementale impliquant le ministère

des Finances, de l’Industrie et du Commerce pour définir les mécanismes de remplacement », a indiqué le responsable. Le dispositif envisagé prévoit un soutien fiscal et douanier pour encourager les opérateurs à investir dans de nouveaux bus, y compris ceux de moins de cinq ans. Le ministère entend privilégier la production locale avant de recourir, si nécessaire, à l’importation. « Nous allons d’abord évaluer les capacités des usines nationales, notamment celles de Tiaret, avant d’ouvrir la voie à l’importation », a souligné M. Hammani. Les chiffres avancés sont révélateurs :

plus de 3 500 bus de plus de 30 ans circulent actuellement en Algérie, tandis que la seconde phase du programme, ciblant les véhicules de plus de 20 ans, concernera une part encore plus importante du parc national. Ce plan, qui s’inscrit dans l’objectif de garantir un transport public sûr, moderne et organisé, représente aussi une opportunité pour l’industrie automobile locale et pour les investisseurs étrangers. Sa réussite dépendra de la capacité des pouvoirs publics à assurer un accompagnement efficace et à mettre en place un cadre incitatif adapté aux professionnels du secteur.

ORAN

Les travaux de réalisation de la station d’épuration de Oued Tlalat avoisinent les 80 %

Les travaux de réalisation de la station d’épuration des eaux usées (STEP) de Oued Tlalat (au sud d’Oran) ont atteint un taux d’avancement de près de 80 %, a indiqué le directeur de l’Office national de l’assainissement (ONA) (zone d’Oran), Bouazza Bouazza. La réception de cette infrastructure stratégique, qui aura un double impact, écologique et économique, est prévue vers la fin de l’année en cours, a-t-il précisé. Cette station, d’une capacité de plus de 22.900 mètres cubes par jour, s’inscrit dans le cadre des efforts déployés pour renforcer les infrastructures d’assainissement et préserver les ressources naturelles, a précisé le même responsable. Sa mise en service contribuera significativement à l’amélioration de la qualité de vie des habitants de la commune de Oued Tlalat et de ses environs, a-t-il souligné, ajoutant que la réalisation de cette STEP revêt également une importance particulière sur le plan environnemental, notamment en ce qui concerne la protection du lac Oum Ghilaz contre la pollution. «Ce plan d’eau, qui constitue un écosystème fragile, a connu au cours des dernières années plusieurs épisodes de mortalité massive de poissons, en raison des rejets d’eaux usées non traitées », a-t-il rappelé, notant que grâce à cette nouvelle installation, les eaux usées collectées seront traitées selon des normes environnementales strictes, limitant ainsi leur impact sur le milieu naturel. Par ailleurs, les eaux épurées issues de la station pourront être utilisées pour l’irrigation agricole sur quelque 1.400 hectares, contribuant ainsi à une gestion plus durable des ressources en eau.

SOUK AHRAS

Ouverture dès la prochaine rentrée universitaire d’une annexe de l’Ecole normale supérieure

Une annexe de l’Ecole normale supérieure sera ouverte dès la prochaine rentrée universitaire (2025-2026) au sein de l’université Mohamed-Cherif Messaâdia de Souk Ahras, a indiqué mardi la directrice de cet établissement d’enseignement supérieur, Noura Moussa. La même responsable a précisé que l’ouverture de cette annexe intervient en réponse aux besoins croissants exprimés par le secteur de l’éducation, avant de noter que 492 nouveaux étudiants ont déjà été inscrits dans cette annexe pour suivre une formation dans plusieurs disciplines. L’ouverture de cette annexe s’inscrit également dans le cadre d’une vision prospective du ministère de l’Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, et du ministère de l’Education nationale, visant à valoriser les compétences du système éducatif à travers la formation de professeurs qualifiés pour les 3 cycles de l’enseignement (primaire, moyen et secondaire). S’agissant des spécialités dispensées, Mme Moussa a fait état des filières "langue arabe" et "langue française" pour tous les paliers, "l’histoire, la géographie, les sciences naturelles, la physique et les mathématiques" pour les cycles moyen et secondaire.

SÉTIF

Plus de 10.000 bénéficiaires d’excursions vers les plages

Pas moins de 10.024 adhérents aux établissements de jeunes de la wilaya de Sétif ont bénéficié d’excursions vers les plages depuis le lancement du plan bleu de la saison estivale 2025 à ce jour, a-t-on appris mardi des organisateurs.

Dans une déclaration à l’APS, le président de la ligue des activités de plein air, de loisirs et d’échanges entre jeunes, Okba Harbouche, a indiqué que cette initiative s’inscrit dans le cadre du programme de la direction de la jeunesse et des sports (DJS) visant à permettre aux jeunes et enfants de passer leurs vacances dans une ambiance récréative sur les plages en cette période de canicule. Tous les moyens ont été mobilisés pour le succès de ces excursions organisées par la ligue des activités de plein air, de loisirs et d’échanges entre jeunes vers les plages des quatre wilayas côtières de Jijel, Bejaia, Skikda et Boumerdès, a indiqué M. Harbouche. Cette opération se poursuivra jusqu’au 29 août courant pour bénéficier à 2.700



adhérents (garçons et filles) des établissements de jeunes de la wilaya de sorte à toucher le plus grand nombre de jeunes et enfants, favoriser les échanges et les encourager à s’impliquer dans les activités culturelles et de divertissement, selon la même source. Durant la même période, 9.140 enfants et jeunes ont bénéficié des 19 piscines ambulantes, notamment dans les localités reculées auxquels s’ajoutent 2.530 adhérents à la natation récréative à travers 9 piscines olympiques et semi-olympiques de plusieurs communes de la wilaya, selon la même source. La wilaya de Sétif compte 10 piscines relevant du secteur de la jeunesse et sports et quatre piscines relevant des communes d’Ain Azel, Ain Oulmène, El Eulma et Guidjel, selon la direction du secteur.

TIZI-OUZOU

La robe traditionnelle “Tijihyt” célébrée aux Ouadhias

La robe kabyle de la région des Ouadhias, appelée localement "Tijihyt" est célébrée depuis samedi dans la commune éponyme, à 35 km au sud de Tizi-Ouzou, à l’occasion de la 7e édition du Festival "Tijihyt Iwadhiyen". L’événement organisé par l’Assemblée populaire communale (APC) des Ouadhias en collaboration

avec l’Assemblée populaire de wilaya (APW) de Tizi-Ouzou, est destiné à promouvoir cette robe qui se distingue par sa découpe et surtout par sa décoration, ornée de bandes de coton colorées appelées "tisifine". Le vice-président de l’APW, Smail Benhamna, qui avait donné le coup d’envoi du festival, a rappelé le soutien et l’accompa-

gnement de son institution pour ce genre d’initiatives visant à préserver et promouvoir le patrimoine culturel algérien. Ce rendez-vous est aussi l’occasion de valoriser le travail des femmes rurales et de leur offrir un espace de vente où les citoyens peuvent acheter directement la véritable robe des Ouadhias, aujourd’hui fièrement portée

par les mariées. La nouvelle édition de ce festival est animée par une soixantaine d’artisans, dont de nombreuses couturières spécialisées dans la robe kabyle, ainsi que des participants représentant différents métiers traditionnels, tels que le tissage, la bijouterie, la poterie et la vannerie, venus de plusieurs wilayas du pays.

SIDI BEL ABBES

Les travaux de réalisation du CET de la commune de Marhoum achevés

Les travaux de réalisation du centre d’enfouissement technique (CET) de la commune de Marhoum, située au sud de la wilaya de Sidi Bel Abbès, ont été achevés, a-t-on appris, mardi, auprès de la directrice locale de l’environnement, Safia Djaber. Mme Djaber a précisé que les chantiers de ce projet, qui étaient à l’arrêt depuis 2011, ont été relancés récemment grâce à une enveloppe budgétaire de 100 millions de dinars. Elle a ajouté que ce projet sectoriel a été réactivé sur instruction

du wali, Kamel Hadji, après la résolution des divers problèmes techniques et administratifs qui empêchaient l’avancement des travaux. Cela a permis l’achèvement du chantier avant le délai prévu. L’inauguration officielle de cette infrastructure environnementale est prévue dans les tout prochains jours. Ce CET contribuera à l’amélioration du cadre de vie des habitants de la commune de Marhoum ainsi que des communes avoisinantes, en éliminant les

points noirs et en traitant les déchets ménagers de manière scientifique et organisée. Ceci s’inscrit dans la stratégie nationale de protection de l’environnement, de développement durable, et de promotion de l’économie verte et de recyclage, notamment par la récupération des déchets valorisables. A noter que la capacité technique de ce centre est d’environ 273 000 mètres cubes, soit une capacité d’accueil de 30 tonnes de déchets par jour.

EL TARF

Sessions de formation au profit d’un millier d’apiculteurs

Pas moins de 1.000 apiculteurs de la wilaya d’El Tarf ont bénéficié, durant la saison agricole 2024-2025, de sessions de formation destinées à développer leurs compétences et à leur permettre de prendre connaissance des techniques apicoles modernes, a indiqué, mardi, le président de la chambre de l’agriculture, Sassi Abadlia. Selon le même responsable, les sessions de formation, organisées par la chambre locale de l’agriculture, s’inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des conventions conclues avec les directions des services agricoles (DSA), de la formation professionnelle, l’université Chadli-Bendjedid

et le bureau de wilaya de l’Union nationale des femmes algériennes (UNFA). Ces formations ont permis aux apiculteurs concernés de maîtriser les techniques liées à cette activité, selon M. Abadlia qui a souligné que ces sessions ont aussi constitué une opportunité pour les agriculteurs de connaître les étapes clés pour assurer le bien-être de la colonie d’abeilles et la production de miel. Les sessions de formations, encadrées par des spécialistes d’instituts agricoles locaux et nationaux, ont également permis d’améliorer les connaissances des apiculteurs bénéficiaires et favorisé l’accroissement du nombre d’apiculteurs

dans cette wilaya frontalière. Le même responsable a rappelé que depuis la saison agricole 2023-2024, pas moins de 5.300 ruches pleines ont été distribuées à des apiculteurs et à des enfants d’agriculteurs (dont des femmes) ayant bénéficié d’une formation de terrain. Relevant que l’apiculture est très répandue dans cette wilaya et dans les communes à caractère forestier, montagneux et pastoral, le président a rappelé que la wilaya d’El Tarf compte environ 70.000 ruches et produit plus de 15 variétés de miel pour une production annuelle de 1.600 quintaux, ce qui place cette wilaya au 5ème rang national en matière de production de miel.

Comment Paris se prive de l’Afrique par ses erreurs

En 2013, Paris et Alger signaient un accord présenté comme un jalon majeur de « normalisation » : facilités de visas pour les détenteurs de passeports diplomatiques et de service, accès simplifié aux marchés publics, avantages immobiliers réciproques pour les institutions culturelles et diplomatiques. Un texte voulu par François Hollande pour tourner la page des crispations historiques. Douze ans plus tard, l’histoire se termine dans un fracas diplomatique. Point souvent oublié : c’est la France qui fut à l’initiative de cet accord, et non l’Algérie — contrairement à ce que suggèrent de nombreux commentaires médiatiques.

2^e partie

Par MEDIA PART

Investissements internes :
une politique volontariste

L’État algérien finance aussi massivement des projets structurants :
• LGV/Train : doublement des lignes stratégiques, amélioration du fret pour l’exportation. Mines : exploitation du gisement de fer de Gara Djebilet et valorisation locale en acier. Phosphate intégré : production nationale d’engrais à faible cadmium, réduisant la dépendance aux importations.
• Nouvelles technologies : retour de talents comme l’Algéro-Canadien Karim Zaghib, expert mondial des batteries, pour piloter des projets de stockage énergétique.
• Gestion de l’eau : l’Algérie réalise aussi un exploit discret mais stratégique dans la gestion de l’eau. Les stations de dessalement, autrefois conçues et gérées par des consortiums étrangers, sont désormais construites, maintenues et exploitées majoritairement par des équipes algériennes, réduisant drastiquement la dépendance aux pièces importées. Cette montée en compétence permet de livrer des infrastructures en un temps record, garantissant l’approvisionnement des zones côtières et industrielles, tout en bâtissant une véritable filière locale du dessalement capable de rivaliser à l’échelle méditerranéenne.

Une dynamique économique soutenue

Selon l’Office national des statistiques (ONS), la croissance hors hydrocarbures a atteint +5,7 % au premier trimestre 2025, tirée par l’agriculture, la construction et l’industrie manufacturière. Les réserves de change dépassent 70 milliards USD, offrant une marge de manoeuvre rare dans la région. Cette dynamique est aussi démographique : la classe moyenne progresse, soutenue par une politique de redistribution ciblée sur le logement, les salaires publics et les subventions énergétiques.

Les perspectives régionales :
Sahel, Sahara Occidental, Émirats

La reconfiguration diplomatique autour de l’Algérie ne se limite pas à sa relation bilatérale avec Paris. Elle s’inscrit dans un jeu régional où les lignes bougent rapidement, du Sahel aux monarchies du Golfe. Au Sahel, l’Algérie entretient une relation ambiguë avec l’Alliance des États du Sahel (AES – Mali, Burkina Faso, Niger). Officiellement, Alger défend la stabilité et la souveraineté de ces États, mais les divergences sont nettes. Les régimes militaires sahéliens, soutenus par un afflux de financements et de promesses d’investissements en provenance des Émirats arabes unis et du Maroc, voient dans Alger un acteur concurrent, trop indépendant pour se plier à leur diplomatie transactionnelle. L’Algérie, qui a longtemps servi de médiateur dans les conflits régionaux, se retrouve aujourd’hui en position d’observateur vigilant, privilégiant la sécurisation de ses frontières et ses propres intérêts économiques à toute ingérence directe. Sur le Sahara Occidental, la fracture reste totale entre Alger et Rabat. Le soutien constant de l’Algérie au Front Polisario, en contradiction avec la position marocaine et les reconnaissances partielles du “plan d’autonomie”, maintient ce dossier comme un verrou stratégique. Mais les évolutions récentes fragilisent la diplomatie du phosphate marocain : les critiques internationales sur l’exploitation illégale des res-

sources sahariennes, combinées à la mise en avant par Alger de ses propres gisements de phosphates à très faible teneur en cadmium – en particulier via le projet intégré de phosphate de Tebessa/Bejaia et dans une autre mesure via le projet intégré fer de Gara Djebilet/Tindouf/Bechar – changent la donne sur les marchés. Le Maroc, qui utilisait son avantage phosphatier comme levier diplomatique, voit désormais ce capital séroder. Les Émirats arabes unis complètent ce tableau. Partenaires économiques du Maroc, ils cherchent à étendre leur influence en Afrique du Nord et au Sahel via des investissements massifs et une diplomatie directe. Leur implication croissante dans les infrastructures, la logistique et les télécoms du Maroc est vue par Alger comme une tentative de remodeler les équilibres régionaux. En réponse, l’Algérie renforce ses liens avec le Qatar et diversifie ses alliances avec l’Italie, l’Allemagne, la Turquie et la Chine, tout en consolidant ses coopérations énergétiques avec les États-Unis.

L’humiliation diplomatique de Rabat : l’épisode
Massad Boulos

La tournée nord-africaine de Massad Boulos, émissaire américain et figure influente des réseaux économiques proches de Donald Trump, a constitué un tournant diplomatique de l’été 2025. En choisissant délibérément de se rendre à Alger puis à Tunis sans faire escale à Rabat, Boulos a envoyé un signal géopolitique d’une rare clarté : Washington considère désormais l’Algérie comme un partenaire stratégique de premier plan, tandis que le Maroc apparaît comme un allié secondaire, cantonné à un rôle plus régional. Cette omission volontaire a été perçue à Rabat comme une humiliation au sommet de la monarchie alaouite. Les cercles proches du palais ont parlé en privé de “désintérêt blessant” et d’un “signal négatif” envoyé à un moment où le Maroc comptait justement capitaliser sur son rôle dans les dossiers sahariens et sécuritaires pour renforcer ses liens avec Washington. La déception est d’autant plus vive que Rabat avait multiplié ces dernières années les gestes en direction des États-Unis – notamment en matière de normalisation avec Israël et de coopération militaire – dans l’espoir d’obtenir un soutien plus marqué sur le Sahara Occidental. Sur les réseaux sociaux, l’affaire a pris une ampleur inattendue. Les hashtags dénonçant un “camouflet diplomatique” ou évoquant un “revers humiliant” se sont propagés, dopés par les vidéos de manifestations à Tanger, où une partie de la population a exprimé sa colère contre la situation économique et la perception d’un isolement diplomatique croissant. Cette agitation numérique et de rue a mis en lumière une faille dans la narrative officielle d’un Maroc “incontournable” sur la scène internationale. C’est dans ce climat que Mohammed VI prononce un discours du trône inattendu : il y évoque la fin des tensions avec l’Algérie, « sans vainqueur ni vaincu ». Lu en France comme une main tendue, ce langage diplomatique s’apparente plutôt, pour les spécialistes, à un aveu d’échec stratégique : après des années de confrontation, le Maroc n’a pas obtenu la reconnaissance internationale de sa position sur le Sahara et voit Alger renforcer ses alliances. C’est dans ce climat tendu que l’intervention publique d’Emmanuel Macron sur l’Algérie, le 6 août 2025, prend un relief particulier. Pour plusieurs analystes, la sortie présidentielle a eu pour effet – sinon pour objectif – de reprendre l’espace médiatique et de détourner l’attention d’un épisode qui affaiblissait non seulement Rabat, mais aussi la ligne pro-marocaine défendue par certains cercles parisiens. La coïnci-

dence temporelle est trop parfaite pour ne pas alimenter les spéculations : la “claque Boulos” à Rabat aurait servi de toile de fond à une offensive verbale française contre Alger, histoire de rééquilibrer l’image et de rassurer certains alliés diplomatiques au Maghreb. L’épisode révèle surtout un changement de paradigme dans le triangle Washington–Alger–Rabat. En snobant Rabat, les États-Unis montrent qu’ils sont désormais prêts à traiter Alger comme un acteur stratégique indépendant, capable de jouer un rôle clé dans les dossiers énergétiques, sahéliens et méditerranéens – sans passer par le filtre français ou marocain. Pour Alger, c’est une confirmation que sa politique de diversification des alliances, notamment vers la Russie, la Chine, l’Italie et maintenant les États-Unis, porte ses fruits. Paris, dans cette nouvelle équation, semble en position défensive. Incapable d’imposer une ligne autonome vis-à-vis d’Alger, dépendante d’alliances avec Rabat qui montrent leurs limites, la diplomatie française apparaît de plus en plus comme un acteur périphérique, réagissant aux événements plutôt que les provoquant. Dans le jeu à trois entre Washington, Alger et Rabat, la France court désormais le risque de devenir un spectateur, voire un simple commentateur, d’une partie qu’elle a longtemps prétendu arbitrer.

Cinq pistes de coopération France–Algérie

Pour sortir de l’impasse actuelle et éviter que Paris ne devienne un acteur périphérique dans la région, cinq axes concrets pourraient structurer une nouvelle relation équilibrée :
• Énergie et hydrogène vert
Développer des projets conjoints de production et d’exportation d’hydrogène vert, combinant le savoir-faire technologique français et les atouts climatiques et fonciers algériens. L’Algérie dispose déjà d’accords avancés avec l’Allemagne et l’Italie ; il est encore temps pour la France d’entrer dans la course.
• Industrie et transfert de technologie
Co-produire des véhicules électriques et thermiques avec une part croissante de composants locaux. Après l’implantation de Fiat et les discussions avancées avec Volkswagen, Paris pourrait proposer une plateforme franco-algérienne pour la mobilité durable, avec transfert de compétences et formation.
• Agroalimentaire et sécurité hydrique
Coopérer sur le dessalement de l’eau de mer, les semences à haut rendement et la modernisation des filières céréalières. L’Algérie investit massivement dans l’autosuffisance alimentaire et pourrait bénéficier d’un partenariat technique français, notamment via des coopératives agricoles mixtes.
• Éducation et recherche
Mettre en place des doubles diplômes dans les secteurs stratégiques – énergie, numérique, intelligence artificielle, agronomie – en associant grandes écoles françaises et universités algériennes. Le retour au pays de chercheurs comme l’Algéro-Canadien Karim Zaghib, expert mondial des batteries, montre le potentiel de cette dynamique.
• Sécurité et diplomatie régionale
Relancer un dialogue stratégique discret sur le Sahel, la Méditerranée et les flux migratoires. La France pourrait accepter que l’Algérie joue un rôle de médiateur, plutôt que de chercher à imposer ses vues par le biais de Rabat ou de l’UE.

Conclusion géopolitique et économique

L’Algérie n’est plus un acteur passif dans le jeu franco-africain. Sa montée en puissance économique, sa diversification diplomatique et sa sta-

bilité politique relative dans une région agitée la placent aujourd’hui au centre de plusieurs dynamiques stratégiques. Les investissements étrangers se multiplient : Céréales : modernisation des silos et importations ciblées pour équilibrer les stocks stratégiques. Lait : partenariat avec des producteurs européens, américains et surtout qatari pour développer la filière locale et réduire la dépendance. Électricité : projets de centrales solaires et interconnexions régionales via Medlink. Gaz et acier : renforcement des capacités d’exportation vers l’Italie et l’Espagne, et montée en gamme des produits sidérurgiques. Automobile : usine Fiat en production, discussions avec Volkswagen pour un second site. Pour Paris, la conclusion est claire : continuer à s’arc-bouter sur une posture pro-marocaine exclusive, en sous-estimant la transformation profonde de l’Algérie, c’est risquer de se couper durablement d’un marché de 45 millions d’habitants, d’une puissance énergétique majeure et d’un acteur diplomatique central en Méditerranée. La perte ne serait pas seulement commerciale : elle serait stratégique, car elle priverait la France d’un relais clé vers l’Afrique et d’un partenaire capable de peser sur les dossiers sécuritaires du Sahel et de la Méditerranée occidentale. Alors, l’Algérie est-elle aussi isolée que l’on essaie de nous le faire croire ? Ou bien faudrait-il admettre que, dans ce dossier comme dans tant d’autres, la réalité est souvent l’exact contraire de la version servie au grand public lorsque l’analyse émane de Paris ? La France a encore le choix : persister dans le déni, prisonnière de récits façonnés par ses lobbies et de réflexes hérités du passé colonial, ou accepter de bâtir un partenariat d’égal à égal avec Alger, fondé sur des intérêts mutuellement assumés. L’histoire jugera de sa capacité à choisir la seconde voie. Mais le temps presse : dans un monde où les places se gagnent ou se perdent rapidement, rester figé dans l’illusion d’une centralité perdue pourrait bien être le plus coûteux des paris. Et, pour ce qui est de Boualem Sansal et Christophe Gleizes, condamnés respectivement à cinq et sept ans de prison en Algérie pour « atteinte à l’unité nationale » et « apologie du terrorisme », Emmanuel Macron — comme une partie de la droite politique française — semble saisir chaque incident diplomatique comme prétexte pour attaquer Alger. On assiste à une résurgence symbolique du « coup de l’éventail du dey », cette logique de réaction disproportionnée héritée d’un imaginaire colonial. Pendant ce temps, d’autres Français détenus à l’étranger, comme le Franco-Marocain défenseur des droits humains Maati Monjib — incarcéré dans les tristement célèbres prisons héritées de Hassan II, où la torture demeure dénoncée par de nombreuses ONG — ou encore les prisonniers français Cécile Kohler, Jacques Parisen et le franco-allemand Lennart Monterlos en Iran, ne bénéficient pas du même traitement médiatique ni politique. Selon les chiffres du ministère des Affaires étrangères, au 1er septembre 2024, 1 658 ressortissants français étaient incarcérés à l’étranger, sans que cela ne suscite un tel battage public.

Sources
● ONS Algérie, Comptes nationaux T1 2025
● Banque mondiale, PIB/habitant 2024, Indicateurs chômage Maroc 2023
● FAO, Rapport agriculture Algérie 2024
● AFD, Communiqué juillet 2025 - Mediapart, “Réseaux pro-marocains à Paris”, 2024
● Le Monde diplomatique, “Malentendus France-Algérie”, 2023
● Politico, “Marocgate: Cash-for-influence scandal”, 2023
● Financial Times, “Morocco influence probe”, 2023
● Déclarations officielles de Massad Boulos, août 2025
● Discours du roi Mohammed VI, août 2025
● Ministère de l’Énergie algérien, rapports 2024–2025
● Presse algérienne : El Moudjahid, APS

ARABIE
SAOUDITE/MAURI
TANIE

Mise en œuvre
d'un partenariat
stratégique avec
la dans plusieurs
domaines

Le président du conseil d'administration du Bureau consultatif pour le commerce international en Arabie saoudite, Fawaz Al-Alami, a déclaré que son pays travaillait à la mise en place d'un partenariat stratégique avec la Mauritanie dans plusieurs secteurs, notamment l'exploitation minière, la pêche, l'agriculture et les énergies propres. Il a ajouté, dans une interview accordée à la chaîne « Al-Charq », appartenant au groupe saoudien de recherche et de marketing, que cette initiative vise à tirer parti des richesses dont dispose ce pays d'Afrique de l'Ouest. Il a souligné que la Mauritanie dispose d'importantes réserves de minerais de fer, de cuivre, d'uranium, de phosphate et de cobalt de grande qualité, ajoutant que ses eaux territoriales sont parmi les plus riches au monde en ressources halieutiques, sans oublier ses terres fertiles propices à l'agriculture. Al-Alami a souligné que l'Arabie saoudite, de son côté, a injecté 800 millions de dollars dans des projets en Mauritanie au cours des dernières années, notamment dans la construction d'hôpitaux, d'instituts administratifs et éducatifs et de projets visant à garantir l'approvisionnement en eau potable.

TUNISIE

Les Tunisiens ont dépensé plus de 16 millions d'euros en frais de visa Schengen en 2024, avec un taux de refus préoccupant

En 2024, les demandes de visa Schengen déposées par les ressortissants tunisiens ont atteint un niveau record, avec 177 951 dossiers enregistrés, marquant une hausse de 11,4 % par rapport à 2023, selon les données de SchengenVisaInfo.

Malgré cette progression, l'accès à l'espace Schengen demeure semé d'obstacles : plus de 38 000 demandes ont été refusées, soit un taux de refus global de 21,39 %. Ces rejets représentent une perte financière directe estimée à 3,4 millions d'euros, les frais de visa étant non remboursables.

Une facture plus lourde pour les Tunisiens

Le coût d'une demande de visa Schengen a été relevé en juin 2024, passant de 80 à 90 euros. Au total, les Tunisiens ont dépensé plus de 16 millions d'euros en frais de visa l'an dernier, sans compter les coûts annexes liés à la préparation des dossiers, aux services consulaires et aux frais de déplacement. Dans un contexte économique marqué par l'inflation et un chômage persistant, ces dépenses pèsent lourdement sur les familles. La France, première destination mais aussi pre-

mier pays de refus La France reste la destination privilégiée, concentrant 106 617 demandes, soit près de 60 % des dossiers déposés. Mais elle enregistre aussi le plus grand nombre de rejets, avec 19 626 refus, soit environ 20 % des demandes. À l'opposé, la Grèce apparaît comme le pays le plus strict vis-à-vis des candidats tunisiens, avec un taux de refus de 53,78 %. En revanche, l'Allemagne se démarque par une politique plus favorable : sur 85 476 demandes examinées, 84,09 % ont été approuvées, illustrant une approche plus ouverte vis-à-vis des demandeurs tunisiens. La majorité des demandes de visa Schengen émanent des pays ayant des liens historiques, économiques ou linguistiques avec la Tunisie : France, Allemagne, Italie et Espagne. À l'inverse, certains États membres comme la Roumanie ou la Slovaquie n'ont reçu que quelques centaines de dossiers, reflétant une demande très inégale selon les destinations.

Un taux de refus en baisse mais encore problématique

Par rapport à 2023, où le taux de refus atteignait 24,35 %, une légère amélioration est observée. Néanmoins, le niveau demeure élevé par rapport à d'autres pays africains et suscite une frustration croissante chez les demandeurs. Les ONG et experts en mobilité recommandent une plus grande transparence des critères de refus, ainsi qu'un accompagnement administratif renforcé pour aider les Tunisiens à constituer des dossiers solides et conformes. Au-delà des chiffres, ces données traduisent une réalité : la Tunisie, pays jeune et instruit, nourrit une forte aspiration à la mobilité internationale. Mais entre coûts élevés, délais administratifs et barrières politiques, ce rêve reste difficile à concrétiser pour une grande partie de la population.

EGYPTE

Infinity Power boucle le financement de son parc éolien de 200 MW à Ras Ghareb

Guidée par l'objectif de diversifier ses sources de production et de réduire son empreinte carbone, l'Égypte poursuit le déploiement de projets éoliens de grande envergure. Infinity Power a annoncé, jeudi 14 août, avoir atteint le bouclage financier de son projet éolien de 200 MW à Ras Ghareb, en Égypte, mené en partenariat avec l'Egyptian Electricity Transmission Company (EETC). Le lancement des travaux est prévu pour septembre 2025 et la mise en service commerciale pour l'été 2027.

Ce parc éolien produira environ 810 000 MWh d'électricité propre chaque année, soit l'équivalent de la consommation d'environ 311 000 foyers, et permettra d'éviter l'émission d'environ 400 000 tonnes de CO₂ par an. Ce projet avait franchi une première étape le 17 août 2024, lorsque Infinity Power et Masdar avaient signé avec l'EETC un contrat d'achat d'électricité à long terme. Lors de cette signature, les partenaires avaient souligné que l'initiative

contribuerait aux ambitions de durabilité de l'Égypte et s'inscrirait dans l'objectif d'Infinity Power d'atteindre 10 GW de capacités renouvelables opérationnelles en Afrique d'ici 2030. « L'ajout du parc éolien de Ras Ghareb à notre portefeuille en pleine expansion renforce notre engagement à positionner l'Afrique comme un leader dans le domaine de l'énergie durable. Il s'agit là d'une des nombreuses étapes que nous franchirons dans la poursuite de notre ambition de développer des projets d'énergie

renouvelable dans chaque région du continent », avait déclaré en août 2024 M. Nayer Fouad, PDG d'Infinity Power. Ras Ghareb, dans la région du Golfe de Suez, est déjà un site majeur pour l'éolien égyptien. En enchaînant signature de contrat d'achat d'électricité (Power Purchase Agreement-PPA) et bouclage financier en moins d'un an, Infinity Power confirme sa capacité à faire avancer rapidement ses projets stratégiques et à consolider sa présence dans le pays.

LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE DE SYRIE À QNA

«Le Qatar est un partenaire stratégique dans le renforcement de la stabilité monétaire»

Le gouverneur de la Banque centrale syrienne, Dr. Abdul Qader Al Hasriya, a affirmé que l'institution poursuit ses efforts pour renforcer la stabilité monétaire, reconstruire les structures institutionnelles et réglementaires du secteur bancaire, et développer les systèmes de paiement nationaux. Il a également rappelé l'importance d'attirer les investissements et de restaurer la confiance dans l'économie syrienne. Dans une déclaration accordée à l'Agence de presse du Qatar (QNA), Dr. Al Hasriya a salué le soutien constant apporté par l'État du Qatar, qui joue un rôle déterminant dans le développement du secteur bancaire syrien, notamment grâce à ses partenariats bancaires et à son expertise en matière de régulation et de transformation numérique. Il a indiqué que les relations de coopération entre les banques centrales syrienne et qatarie revêtent une portée stratégique et offrent une dynamique prometteuse, offrant un modèle inspirant pour la stabilité financière et la relance économique. Ce partenariat permet un échange technique et professionnel bénéfique aux efforts de reconstruction.

Le gouverneur de la Banque centrale de Syrie a rappelé que le Qatar a joué un rôle fondamental dans le soutien au peuple syrien et à son économie, notamment par la création du premier établissement bancaire islamique en Syrie et d'une banque conventionnelle, ce qui a favorisé l'élaboration de lois bancaires innovantes et l'octroi d'un appui financier et technique. Il a également rappelé la contribution récente du Qatar et de l'Arabie saoudite, qui ont conjointement versé 15 millions de dollars pour le règlement des dettes syriennes envers la Banque mondiale, qualifiant ce geste de hautement symbolique et chargé de portée politique. Mettant en avant l'excellence du Qatar en matière de régulation bancaire, de modernisation des paiements et de digitalisation, Dr Al Hasriya a exprimé le souhait de capitaliser sur cette expertise pour accompagner le renforcement de la politique monétaire syrienne, dans un contexte institutionnel difficile. Et le gouverneur de la Banque centrale de Syrie de poursuivre : « La stratégie actuelle de la Banque centrale repose sur plusieurs axes : stabilisation monétaire,

restructuration du secteur bancaire, délivrance de licences à de nouvelles banques, et amélioration du cadre réglementaire ». Dans ce contexte, il a indiqué que la livre syrienne s'est appréciée d'environ 35 %, signalant que l'écart entre le taux de change officiel et celui du marché s'était sensiblement réduit, témoignant de l'efficacité des mesures mises en œuvre. Concernant le financement extérieur, il a précisé que la nouvelle politique économique privilégie les investissements directs et les fonds de développement, tout en évitant les emprunts commerciaux internationaux, afin de préserver l'indépendance monétaire et éviter les crises d'endettement. Sur le plan des relations bancaires internationales, il a expliqué que la levée des sanctions intervenue en mai dernier a ouvert la voie à la relance des efforts visant à réactiver le réseau SWIFT entre les banques syriennes et leurs homologues à l'échelle internationale. Il a insisté sur l'importance de la diplomatie économique, de la lutte contre le blanchiment d'argent et de la modernisation des lois pour rassurer les partenaires

étrangers. S'agissant des avoirs syriens gelés à l'étranger, il a précisé qu'une révision juridique est actuellement en cours, sans rencontrer d'obstacles politiques majeurs, bien que certaines interrogations subsistent concernant des prêts provenant de fonds de développement. Le gouverneur a par ailleurs rappelé le rôle central de la Banque centrale dans l'attraction des investissements, à travers le renforcement du secteur bancaire, l'élargissement du réseau de correspondants, et la réforme du système de change. Il a annoncé que plus de 70 entités ont manifesté leur intérêt pour établir de nouvelles banques en Syrie. Le gouverneur de la Banque centrale de Syrie a évoqué la relance du projet de financement immobilier, initialement lancé en 2009 mais interrompu en raison des événements, et qui revient aujourd'hui sous une forme modernisée, en partenariat avec le ministère des Finances. Il a expliqué que ce projet a pour objectif de convertir les loyers en mensualités d'acquisition, afin de faciliter le retour des personnes déplacées et de favoriser la stabilité des familles.

ACCÈS À INTERNET

Un défi pour les pays enclavés d’Afrique

L’Afrique accélère sa transformation numérique grâce à l’essor d’Internet. Les gouvernements investissent, les start-up se multiplient, et les populations adoptent de plus en plus les services en ligne. Mais cette révolution repose sur un socle invisible : une connectivité internationale de qualité.

Le 18 juin 2025, le Tchad et le Niger ont amorcé des discussions en vue de leur interconnexion par fibre optique dans le cadre du projet de Dorsale transsaharienne à fibre optique (DTS). Pour ces deux pays enclavés, cette initiative s’inscrit dans une stratégie plus large visant à surmonter leur isolement numérique en se connectant aux câbles sous-marins via des États voisins côtiers. Comme eux, 14 autres pays africains sont confrontés aux contraintes de l’enclavement géographique, qui limitent leur accès direct à la connectivité internationale. La DTS vise à interconnecter six pays, dont trois disposent d’un accès direct à des câbles sous-marins. L’Algérie est reliée à six câbles, avec deux nouveaux sites d’atterrissage attendus d’ici 2026. Le Nigeria, plus grand hub de connectivité d’Afrique de l’Ouest, en compte huit, tandis que la Mauritanie en possède un seul, avec un deuxième prévu à l’horizon 2028. Le Tchad, pour sa part, dépend actuellement uniquement de sa liaison avec le Cameroun. Un second lien existait avec le Soudan, mais il n’est plus fonctionnel en raison de l’instabilité sécuritaire dans ce pays.

Pourquoi les câbles sous-marins sont essentiels à la connectivité mondiale

Les câbles sous-marins forment l’ossature invisible mais vitale d’Internet à l’échelle mondiale. Enfouis au fond des océans, ces câbles en fibre optique assurent aujourd’hui plus de 95 % du trafic international de données, loin devant les satellites. Ils transportent quotidiennement des milliards de communications, de vidéos, de transactions financières ou de données cloud, à des vitesses très élevées et à des coûts bien moindres. Ces infrastructures offrent une bande passante abondante, une faible latence — c’est-à-dire un temps de réponse minimal entre l’envoi et la réception des données — et une grande fiabilité. Pour les opérateurs télécoms, les fournisseurs de contenus (comme Google, Meta ou Netflix) ou les gouvernements, ces câbles représentent un levier stratégique pour faire baisser les coûts de connectivité, attirer les investissements numériques, développer les centres de données et stimuler l’innovation. En Afrique, leur déploiement s’est accéléré au cours des deux dernières décennies. Des systèmes comme SAT-3, WACS, ACE, EASSy, ou

plus récemment 2Africa et Equiano, visent à renforcer l’accès du continent à la bande passante internationale. Ces câbles atterrissent dans les pays côtiers, souvent à plusieurs endroits, leur permettant de diversifier leurs sources d’approvisionnement, de négocier de meilleurs prix d’achat de capacité et de garantir une plus grande résilience de leur réseau.

Comment les pays enclavés accèdent à la connectivité internationale

Privés d’accès direct à ces câbles, les pays enclavés doivent passer par les réseaux de leurs voisins côtiers. Cela nécessite la construction de corridors de fibre optique transfrontaliers, accompagnée d’accords d’interconnexion entre opérateurs nationaux ou privés. Des projets d’envergure comme la DTS ou le Central African Backbone (CAB) visent justement à établir ces connexions régionales. Certains groupes privés comme Bayobab (filiale d’infrastructure de MTN), Paratus, WIOCC ou Liquid Intelligent Technologies opèrent également des réseaux de fibre régionaux facilitant le transit international. Par ailleurs, des programmes d’intégration numérique portés par la Banque mondiale, comme WARDIP en Afrique de l’Ouest et EARDIP en Afrique de l’Est, accompagnent les pays dans la mise en place d’un marché unique du numérique, notamment via la connectivité régionale. À l’échelle nationale, des efforts sont également engagés. En mai 2024, lors du 22^e séminaire du Réseau des régulateurs africains à Abidjan, le Tchad a présenté une série d’initiatives pour renforcer son infrastructure numérique. Celles-ci comprennent des accords bilatéraux et multilatéraux visant à établir des liens de redondance avec la Libye, l’Algérie et le Nigeria — deux pays également concernés par la DTS. Le Tchad a aussi engagé des discussions, en décembre 2024, avec l’Égypte, qui dispose d’une connectivité exceptionnelle, avec une quinzaine de câbles sous-marins et sept supplémentaires prévus d’ici 2027. « La proposition de connexion avec l’Égypte offre au Tchad une autre voie de désenclavement numérique. Le pays étant enclavé, ce projet renforcera et fera du Tchad un hub de l’interconnexion numérique en Afrique », indiquait alors le ministère tchadien des Postes et de l’Économie numérique.

GHANA

Une nouvelle usine de mélange d’engrais entre en service dans le sud du pays

En Afrique de l’Ouest, le Ghana est l’un des principaux importateurs d’engrais avec le Nigeria et la Côte d’Ivoire. S’il n’y a pas de production primaire d’engrais chimique dans le pays, le développement des usines de mélange est une alternative pour réduire la forte dépendance aux importations. Au Ghana, l’industrie des engrais renforce sa capacité de production avec un nouvel investissement du secteur privé. Le jeudi 14 août 2025, Elizabeth Ofosu-Adjare, ministre du Commerce, de l’Agribusiness et de

l’Industrie, a en effet inauguré une usine de mélange d’engrais basée dans le district de Shai Osudoku, dans la région du Grand Accra, au sud-est du pays. D’un coût total de 3,5 millions \$, cette nouvelle infrastructure, développée par l’entreprise Invegg Agriculture Ltd en partenariat avec Nitron Group et gérée par AAA Infrastructure Ghana Ltd, est dotée d’une capacité de production de 385 000 tonnes d’engrais granulés par an, selon un communiqué publié le lundi 18 août par le ministère du Commerce. D’après Mme Ofosu-Ad-

Jare, cet investissement devrait contribuer à réduire la dépendance à l’égard des importations. Il convient de noter que les engrais composés comme le NPK constituent le principal poste de dépenses de la facture ghanéenne pour l’achat d’engrais sur le marché international chaque année. Les données compilées par le Centre international de développement des engrais (IFDC) indiquent, par exemple, que l’Ex-Gold Coast a importé près de 554 239 tonnes d’engrais en 2024, dont 298 372 tonnes de NPK.

L’accès à la capacité peut toutefois être limité par plusieurs défis

« Les pays enclavés ou ceux disposant d’infrastructures terrestres limitées peuvent tirer des bénéfices moindres en raison des coûts de transit plus élevés imposés par les nations intermédiaires. Les conditions géographiques, telles que la présence de barrières naturelles et l’éloignement des sites d’atterrissage des câbles sous-marins, peuvent affecter l’efficacité du routage des données et les bénéfices globaux tirés de l’augmentation de la bande passante », explique la FERDI (Fondation pour les Études et Recherches sur le Développement International). La Banque mondiale précise pour sa part que la capacité des câbles sous-marins accessible à un pays enclavé dépend des liaisons terrestres transfrontalières disponibles, ainsi que de la capacité des câbles sous-marins dans les pays voisins, en particulier ceux disposant d’un accès à la mer. Par ailleurs, ces pays sont vulnérables aux difficultés rencontrées par leurs fournisseurs de capacité, notamment sur les réseaux de transport. Ainsi, la guerre au Soudan a entraîné des pannes récurrentes, avant que la connexion avec le Tchad ne soit finalement interrompue. Du côté du Cameroun, des tensions sur les dorsales gérées par Camtel provoquent régulièrement des perturbations, parfois prolongées, du réseau. Face à ces défis, les pays enclavés explorent plusieurs pistes pour diversifier leurs sources de connectivité et renforcer la résilience de leurs réseaux. La première alternative est le satellite, qui revient en force avec l’émergence de nouvelles constellations en orbite basse. Des opérateurs comme Starlink, Eutelsat Konnect, OneWeb ou SES proposent des services à haut débit sans dépendre d’infrastructures terrestres.

BÉNIN

Un prêt de 19,6 millions \$ prévu par la SFI pour la construction de 4 centrales solaires

Le projet, actuellement en attente d’approbation, sera présenté au conseil d’administration de la SFI le 3 octobre 2025. L’objectif est de réduire le déficit énergétique au Bénin. La Société financière internationale (SFI), membre du Groupe de la Banque mondiale, envisage d’apporter un financement de 16,8 millions d’euros (19,6 millions \$) au Bénin pour soutenir le développement de quatre nouvelles centrales solaires photovoltaïques au Bénin. Les fonds se répartissent entre deux entités de projet créées spécifiquement pour cette opération. Il s’agit des : Parabo Sas et Natidjo Sas, deux sociétés de projet détenues à 80% par Axian Energy Green, filiale de Axian Energy, et à 20% par Sika Capital, un véhicule d’investissement béninois fondé en 2021. Parabo Sas devrait recevoir un financement allant jusqu’à 9,2 millions d’euros pour la réalisation des centrales solaires à Parakou et à Bohicon, chacune d’une capacité de 15 MWAC tandis que Natidjo Sas pourrait recevoir jusqu’à 7,6 millions d’euros pour développer les centrales de Natitingou et Djougou, toutes deux prévues pour une capacité de 10 MWAC. Ces quatre installations totalisent une capacité de 50 MWAC et injecteront l’intégralité de leur production dans le réseau national à travers des contrats d’achat d’électricité conclus avec la Société béninoise de production d’électricité (SBPE). Chacun de ces contrats s’étendra sur une période de 20 ans. Le coût global des investissements est estimé à 22,7 millions d’euros pour Parabo SAS et à 18,8 millions d’euros pour Natidjo SAS. Ce projet repose sur un partenariat public-privé visant à améliorer l’accès à l’électricité à partir d’énergies renouvelables. Au Bénin, l’électricité demeure à la fois coûteuse et peu fiable, freinant l’activité économique, selon un rapport de la SFI. 42% de la population a accès à l’électricité, un taux en deçà de la moyenne régionale de 48% en Afrique subsaharienne.

LESTÉE PAR L'AVERSION POUR LE RISQUE

La Bourse de Paris en petite baisse

La Bourse de Paris recule mercredi, lestée par le climat d'aversion pour le risque entraîné par la baisse des valeurs technologiques, d'abord à Wall Street, puis sur les autres marchés, les investisseurs marquant le pas avant le symposium des banquiers centraux de Jackson Hole.

Vers 09h45, heure locale, l'indice vedette de la place de Paris perdait 18,85 points, soit - 0,24%, à 7.960,23 points. Mardi, le CAC 40 a terminé en nette hausse (+1,21%), à 7.979,08 points. «Les marchés mondiaux ont marqué une pause après une série record, avec une forte vente des grandes valeurs technologiques entraînant les indices à la baisse», commente Patrick Munnelly, de Tickmill Group. «Les investisseurs ont réduit leurs positions dans les valeurs technologiques, longtemps leaders du marché, craignant que (la forte hausse) entamée en avril n'ait été trop rapide», poursuit-il. Les valeurs technologiques européennes ne font pas exception. Vers 09H45 heure de Paris, STMicroelectronics perdait 0,40% à 22,24 euros, Soitec cédait 0,93% à 37,31 euros et Capge-

mini reculait de 0,79% à 125,70 euros. Stephen Innes, gérant de SPI AM, décrit une séance «d'aversion pour le risque généralisé», pénalisant les marchés d'actions en raison de prises de risque limitées. En d'autres termes, les investisseurs ne souhaitent pas se mettre à l'achat, hormis sur des valeurs défensives, considérées comme des refuges en période d'incertitude telles qu'Orange (+0,63% à 14,48 euros) et Danone (+1,19 à 73,10 euros). L'attention du marché se porte sur le colloque de Jackson Hole (Wyoming), qui réunit de nombreux banquiers centraux en fin de semaine. Le président de la Réserve fédérale américaine (Fed) Jerome Powell y prononcera un discours vendredi.

En Europe

BOURSES ASIATIQUES

Prudence avant des annonces de politique monétaire

Les Bourses asiatiques reculent mercredi dans le sillage de Wall Street, alors que les investisseurs évitent les prises de risque en amont du sommet des banquiers centraux de Jackson Hole et des résultats du géant américain des puces Nvidia. Le Nasdaq et le S&P 500 ont reculé mardi à New York tandis que le Dow Jones a terminé à l'équilibre, alors que les marchés se montraient attentistes à l'approche du sommet qui réunira de nombreux responsables de banques centrales en fin de semaine. Le discours vendredi du président de la Réserve fédérale américaine (Fed), Jerome Powell, sera particulièrement scruté, mais "comme toujours avec la Fed, les attentes du marché ne correspondent pas nécessairement à sa stratégie", relève Stephen Innes de SPI Asset Management. Cette prise de parole sera "un exercice périlleux: s'il se montre trop accommodant, il risque d'attiser les craintes d'inflation à long terme. Et dans le cas contraire, il risque de priver d'oxygène les actions qui se négocient déjà dans un contexte difficile". Au Japon, les données du com-

merce extérieur de juillet, publiées mercredi, ont dessiné les effets de ces "tarifs" douaniers, montrant une chute des exportations vers les Etats-Unis de 10,1% en valeur, en particulier pour les véhicules (-28,4%) et les pièces détachées pour l'automobile (-17,4%). L'indice Nikkei de la capitale nippone perdait 1,52% à 42.883,17 points à mi-séance, dans la foulée du repli du Nasdaq. L'indice élargi Topix lâchait 0,54% à 3.099,85 points. La Bourse de Hong Kong refluit de 0,4% à 25.023,63 points vers 03H00 GMT. L'indice composite de Shanghai s'appréciait de 0,15% à 3.732,73 points, tandis que celui de Shenzhen refluit de 0,2% à 2.339,17 points. Sur le marché des devises, la monnaie japonaise était quasiment stable face au dollar, à 147,56 yens pour un dollar vers 03H00 GMT. Elle remontait face à la devise européenne, à 171,66 yens pour un euro (+0,19%). Du côté du pétrole, vers 02H50 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord avançait de 0,18% à 65,91 dollars et celui du baril de WTI américain gagnait 0,14% à 62,44 dollars.

En Europe, dans les premiers échanges, la Bourse de Paris perdait 0,53%, Francfort 0,83%, Londres 0,14% et Milan 0,40%. Les indices européens pâtiennent de la réticence des investisseurs au lendemain d'une séance à Wall Street marquée par les pertes du secteur technologique. «Une vague de ventes sur les grands noms de la tech américaine a assombri l'humeur du marché (...) déclenchée en grande partie par les doutes croissants sur la pérennité de la vague d'IA», explique Ipek Ozkardeskaya, analyste chez Swissquote Bank.

L'indice Nasdaq, où se concentrent les valeurs technologiques, a perdu 1,46% mardi. Les «Sept Magnifiques», le surnom donné aux géants du secteur technologique, ont tous terminé en berne, à l'instar du géant des semi-conducteurs Nvidia (-3,50%), de Microsoft (-1,42%), de Tesla (-1,75%) et d'Amazon (-1,50%). Les valeurs technologiques européennes également suivent la tendance. À la Bourse de Paris, Soitec perdait 1,75% et STMicroelectronics 1,30%. Infineon reculait de 1,53% à Francfort et ASML 0,78% à Amsterdam vers 07H15 GMT.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 20 Août 2025 Valeur : 22 Août 2025					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.8500	129.8650
1	EUR	EURO		151.1973	151.2408
1	GBP	POUND STERLING		175.2362	175.3274
100	JPY	JAPANESE YEN		87.9326	87.9487
1	CNY	CHINESE YUAN		18.0847	18.0893
1	CHF	SWISS FRANC		160.6259	160.7439
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		93.5721	93.6166
1	DKK	DANISH KRONE		20.2511	20.2547
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.5170	13.5215
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.6310	12.6356
1	AED	UAE DIRHAM		35.3516	35.3595
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.6008	34.6067
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.6239	424.8119
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.2146	44.6589
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.4058	14.4075
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.8906	24.0131
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2520	3.2621
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.7066	177.7066

BOURSE ZURICH

Le SMI remonte la pente à l'approche de la mi-journée

Après un démarrage hésitant, la Bourse suisse remontait la pente, touchant quasiment à l'équilibre mercredi à l'approche de la mi-journée. Alors que les investisseurs ont déjà le regard tourné vers la réunion de banquiers centraux de Jackson Hole, aux Etats-Unis, la saison des résultats semestriels se poursuivait, avec en Suisse les performances de Geberit, Implen et Emmi, entre autres. Désormais, l'attention se tourne vers le symposium de Jackson Hole qui s'ouvre jeudi, avec en ligne de mire le discours vendredi du président de la banque centrale américaine, la Réserve fédérale (Fed), Jerome Powell. Ses propos pourraient donner le ton pour la réunion de septembre de la Fed et éclairer les chances d'une baisse de taux, relève John Plassard, associé

de la banque Cité Gestion en charge de la stratégie d'investissement. A ce titre, la prudence reste de mise. Les paris du marché sur une baisse des taux en septembre ont bondi depuis que l'investisseur et Secrétaire au trésor Scott Bessent a lancé l'idée d'une baisse de 50 points de base. Bien que cela semble peu probable, les spéculations ont rendu une réduction de 25 points de base presque certaine, même si les prix à la production ont fortement augmenté le mois dernier, ajoute pour sa part Ipek Ozkardeskaya, analyste chez Swissquote Bank. Outre la poursuite de la saison des résultats semestriels, les investisseurs guetteront ce mercredi l'inflation en zone euro ainsi que le compte-rendu de la dernière réunion de la Fed.

Du côté de la Bourse suisse, le SMI, après avoir entamé la séance en repli de 0,19% et creusé ses pertes dans les premiers échanges, s'est repris par la suite passant même dans le vert avec un plus haut du jour à 12'215,04 points pour ensuite évoluer de manière latéral autour de l'équilibre. Peu après 10h30, l'indice phare grappillait 0,14% à 12'212,20 points. Le SLI restait plus fragile cédant 0,29% à 2016,12 points, alors que l'indicateur élargi SPI prenait 0,04% à 16'963,87 points. Sur les 31 valeurs constitutives du Swiss Leader Index, treize gagnaient désormais du terrain, les dix-huit autres en perdant. Côté perdants, Alcon trébuchait de plus de 9,6%, conservant la lanterne rouge. Le mastodonte des corrections ophtalmiques a

généralisé entre avril et fin juin un chiffre d'affaires de 2,6 milliards de dollars en hausse de 4% sur un an. La rentabilité en revanche s'est maintenue sur une pente descendante. Geberit (-2,1%) était aussi toujours à la peine, l'équipementier de sanitaires ayant modéré ses ambitions de croissance pour l'année en cours, au sortir d'un premier semestre moins fructueux qu'escompté. Le groupe saint-gallois était précédé par le spécialiste du placement de personnel Adecco (-1,3%), le numéro un bancaire helvétique UBS (-1,1%) et le cimentier nord-américain Amrize (-0,9%). En haut de tableau, le spécialiste genevois de l'inspection et de la certification SGS (+1,6%) se montrait le plus solide, devant le bon de participation du fabri-

cant d'ascenseurs et escaliers mécaniques Schindler (+1,4%) et la nominative du numéro un mondial des arômes et parfums Givaudan (+1,4%). Les trois poids lourds de la cote se retrouvaient du bon côté de la barre, Nestlé progressant de 1,4%, Novartis de 0,8% et Roche de 0,1%. Sur le marché élargi, Sensirion bondissait de 8,5%. Le fabricant de capteurs a enregistré des recettes en hausse et a renoué avec les bénéfices sur les six premiers mois de l'année, recentrant ses perspectives de croissance pour l'ensemble de 2025 et confirmant celles de rentabilité. Implen décollait aussi de 6,6%. Le numéro un suisse de la construction affiche une hausse de ses revenus et de ses bénéfices au premier semestre 2025.

CHINE

Pekin menace les industriels de restreindre leur approvisionnement en terres rares s'ils constituent des stocks

La Chine a informé les entreprises étrangères qu'elles pourraient subir des restrictions supplémentaires d'approvisionnement en terres rares si elles constituaient des stocks.

Pas de stocks. La Chine, qui contrôle 90% de la production de terres rares, a averti les industriels étrangers que leur tentative de constituer de gros stocks pourrait les conduire à faire face à de plus grandes restrictions d'approvisionnement, rapporte le Financial Times, mardi 19 août. En réponse à la guerre commerciale déclenchée par Donald Trump et l'instauration de nouveaux droits de douane américains, Pékin a mis en place des restrictions sur les exportations de terres rares, ces métaux indispensables pour plusieurs secteurs industriels, dont la défense. D'après le Financial Times, la Chine limite délibérément les exportations de terres rares afin de garder le contrôle sur

cette ressource stratégique. Constituer un stock permettrait aux entreprises étrangères d'être moins dépendantes aux fluctuations de prix ainsi qu'aux restrictions.

Les commandes trop importantes annulées

Un rapport réalisé par l'USCBC affirme que les commandes de terres rares sont désormais passées en revue afin de détecter les entreprises qui tentent de se constituer un stock. Les commandes "supérieures aux moyennes habituelles" des entreprises étrangères peuvent ainsi exposer celles-ci à des "retards ou des annulations de commande", indique le rapport. Ces restrictions incitent certaines entre-

prises étrangères à délocaliser leur production en Chine. Le constructeur automobile américain Regal Rexnord Corp a délocalisé une partie de sa production en Chine, rapporte le Financial Times. L'industrie automobile est en effet très dépendante des terres rares, notamment celles utiliser pour assembler des aimants. En juin, la Chine a exporté 3.188 tonnes d'aimants en terres rares, 38% de moins que l'année dernière. Pour faire face à cette baisse, les Américains et les Européens cherchent à rouvrir des mines et des raffineries sur leur territoire et même à développer de nouvelles technologies pour les extraire.

ETATS-UNIS

La liste des produits visés par les tarifs douaniers sur les métaux élargit

Le département américain du Commerce a élargi mardi la liste des produits qui sont désormais visés par les droits de douane appliqués à l'acier et l'aluminium, ainsi que leurs dérivés. Dans un communiqué, Le Bureau pour l'Industrie et la Sécurité (BIS), une agence dépendant du département du Commerce, a listé plus de 400 nouveaux produits désormais visés par les

50% de surtaxe existants sur l'acier et l'aluminium depuis le début de l'année. Selon le BIS, les droits de douane s'appliquent depuis lundi à l'ensemble de ces produits, après la publication d'une notice dans le registre fédéral, l'équivalent du Journal officiel. "La décision de ce jour concerne les grues mobiles, les bulldozers, l'équipement lourd, les wagons, meubles, compresseurs et

pompes ainsi que des centaines d'autres produits", a déclaré le ministère dans son communiqué. Il s'agit de "limiter les possibilités de contourner" les droits de douane existants, a précisé de son côté le sous-secrétaire en charge de l'Industrie et de la Sécurité, Jeffrey Kessler, cité dans le communiqué. Les autorités américaines ont mis en place, en plusieurs vagues, de nouvelles surtaxes

sur les produits entrant aux Etats-Unis. Celles-ci vont de 10 à 50% selon les situations et les pays, sans compter les droits de douane frappant des secteurs en particulier (automobile, acier, aluminium, cuivre). L'acier et l'aluminium ont été visé dans un premier temps par une surtaxe de 25%, portée en juin à 50%.

JAPON

Baisse des exportations en juillet

Les exportations japonaises ont subi en juillet leur plus forte baisse sur un an depuis février 2021, selon des chiffres publiés mercredi. Cette baisse est attribuée à l'impact des droits de douanes imposés par les Etats-Unis. Le mois dernier, les expéditions japonaises ont baissé en valeur de 2,6% sur un an. A destination des Etats-Unis en particulier, elles se sont effondrées de 10,1% en valeur, en particulier pour les véhicules (-28,4%) et les pièces détachées pour l'automobile (-17,4%).

Ces deux secteurs, qui représentent environ un tiers des exportations japonaises vers les Etats-Unis en valeur, n'ont cependant reculé en volume que de 3,2% et 2,7% respectivement. Les Etats-Unis ont imposé en avril dernier des droits de douane de 25% notamment sur les importations de véhicules et pièces détachées en provenance du Japon, et les importations d'acier ont été surtaxées en juin à 50%. Un accord commercial conclu fin juillet entre les deux pays a ramené les droits de

douane à 15%. Mais "le calendrier de mise en oeuvre de la baisse des droits de douane sur les automobiles n'a jamais été clairement défini", a commenté Taro Saito du NLI Research Institute, cité par l'agence Bloomberg. Le géant automobile Toyota a ainsi estimé début août que les surtaxes douanières américaines réduiront de 1.400 milliards de yens son bénéfice d'exploitation sur l'exercice 2025-2026 qui s'achèvera fin mars prochain, soit un coût équivalent à 8,14 milliards d'euros.

D'ICI 2029

Le Kazakhstan vise à faire du tourisme un secteur de 10 milliards d'euros

Le Kazakhstan souhaite porter les revenus du tourisme à 10 milliards d'euros d'ici 2029 et attirer 15 millions de visiteurs par an. Dans cet épisode d'East-West Connect, nous examinons le plan du gouvernement pour atteindre ces objectifs. Le Kazakhstan souhaite accueillir plus de touristes et grimper les échelons de l'indice de développement du voyage et du tourisme du Forum économique mondial.

Avec pour objectif d'attirer 15 millions de visiteurs par an et d'ajouter 3 milliards d'euros à la contribution économique du secteur, pour atteindre un total de 10 milliards d'euros d'ici 2029, le gouvernement investit dans les infrastructures, développe le réseau ferroviaire et introduit des solutions numériques innovantes. Une nouvelle super-application alimentée par l'IA facilitera les réservations et la navigation. Des destinations uniques

comme le cosmodrome de Baïkonour sont développées avec des sites de glamping, des hôtels et des camps pour enfants. Un nouvel aéroport permettra d'accéder au parc national de Katon Karagay, tandis que le renforcement du réseau ferroviaire transfrontalier, avec contrôles aux frontières à bord, rend les voyages vers les grands sites d'Asie centrale plus fluides et plus accueillants pour les touristes.

2 MILLIARDS D'INVESTISSEMENT De SoftBank au président américain, Intel suscite les convoitises

La banque japonaise a annoncé ce mardi acheter 2 milliards de dollars d'actions du fabricant de puces électroniques. Un investissement bienvenu pour l'entreprise qui enchaîne les déboires... et qui intéresse de près Donald Trump. Washington envisagerait, en effet, d'entrer au capital de l'entreprise en difficulté. Le géant japonais de la finance court à la rescousse d'Intel. Ce mardi, SoftBank a annoncé investir 2 milliards de dollars dans le géant américain des puces, lui permettant d'acquérir près de 2 % de la société. Une prise de participation que la banque qualifie de « stratégique ». Elle devient ainsi le sixième actionnaire du mastodonte qui « joue un rôle essentiel » dans la production de semi-conducteurs aux États-Unis. Une prise de participation surprise qui divise les analystes. Pour Emeric Blond, gérant actions chez Tailor MA interrogé par La Tribune, SoftBank « investit maintenant car l'action d'Intel a perdu 50 % depuis janvier 2024 et que l'entreprise est à un tournant de son histoire et pourrait rebondir. » D'autres y voient une opération davantage politique que financière. « C'est surtout pour entretenir cette très bonne relation qu'il [le directeur général de SoftBank, Masayoshi Son] a avec Donald Trump » estime, de son côté, Amir Anvarzadeh, stratège actions japonaises chez Asymmetric Advisors, dans une déclaration à l'agence Reuters. Cette initiative est, en effet, la dernière d'une série d'investissements et d'accords commerciaux de SoftBank dans ce pays. Depuis le retour à la Maison-Blanche du républicain, la banque de Masayoshi Son a déjà annoncé divers autres plans d'investissements aux États-Unis, y compris dans le projet Stargate de 500 milliards de dollars visant à construire une infrastructure d'IA sur le sol américain.

CANADA Recul du taux d'inflation à 1,7% en juillet

Le taux d'inflation au Canada a reculé à 1,7% en juillet, en raison notamment de la diminution du prix de l'essence, selon l'institut des statistiques du Canada. Les prix de l'essence, qui ont contribué "le plus" au ralentissement de la croissance de l'inflation, "ont diminué de 16,1 % en juillet après avoir reculé de 13,4 % en juin", a indiqué mardi l'institut dans un communiqué. Cette baisse est surtout attribuable à l'abolition de la "taxe carbone", cette mesure environnementale phare du gouvernement appliquée en mars dernier. "Sans l'essence, l'indice des prix à la consommation a enregistré une augmentation de 2,5%", poursuit Statistique Canada, dans son communiqué. Le ralentissement de l'inflation le mois dernier a été atténué par la hausse des prix dans les épiceries, tandis que les prix du logement ont eux continué d'augmenter de 3% d'une année à l'autre en juillet.

L'opérateur télécom britannique Colt piraté à cause d'une faille Microsoft SharePoint

Colt Technology Services, l'opérateur de télécommunications britannique, a été victime d'une cyberattaque menée par le groupe de ransomware Warlock. Alors que des documents sensibles fuient sur le dark web, Microsoft SharePoint aurait été la porte d'entrée des hackers.

Après Free, Orange ou dernièrement Bouygues Telecom en France, les infrastructures télécoms restent bien dans le viseur des cybercriminels. Le 12 août 2025, Colt Technology Services, spécialiste britannique des réseaux d'entreprise, a rejoint la liste des victimes après une intrusion revendiquée par le groupe Warlock. L'attaque, qui a forcé l'opérateur télécom à déconnecter plusieurs services essentiels, soulève une fois de plus la question de la résilience du secteur face aux attaques et cybermenaces.

Warlock frappe fort et met en vente les données de Colt

La cyberattaque a donc visiblement débuté le 12 août quand Colt a détecté des anomalies sur un système interne. Si l'entreprise assure que son infrastructure client principale reste intacte, elle a dû prendre des mesures radicales en déconnectant plusieurs services, notamment son portail client en



ligne et sa plateforme API voix, en forçant les utilisateurs à passer par email ou téléphone. Selon le chercheur en sécurité Kevin Beaumont, les pirates auraient exploité la vulnérabilité Microsoft SharePoint CVE-2025-53770 pour s'introduire dans les systèmes. Cette faille critique permet de voler des clés cryptographiques sur des serveurs non patchés, de quoi

ouvrir la porte à l'exécution de code à distance. Une technique redoutablement efficace qui interroge sur les délais de mise à jour des systèmes exposés. Derrière l'intrusion, on retrouve le groupe Warlock, nouvel acteur sur la scène des ransomwares, mais déjà responsable d'une douzaine d'attaques confirmées. Et autant dire que ce dernier ne fait pas dans

la dentelle. Les cybercriminels disent détenir un butin conséquent. Parmi les documents mis en vente sur le dark web, se trouvent des données salariales, contrats clients, architecture réseau, informations financières et même les évaluations de performance des employés de Colt. Des fichiers dont l'authenticité a été vérifiée par Kevin Beaumont lui-même.

Le secteur des télécoms dans l'œil du cyclone cyber

Les opérateurs européens sont décidément sous le feu des hackers. En France, Free en octobre, Orange au mois de juillet et Bouygues Telecom il y a moins de deux semaines ont été touchés, ce qui a poussé l'ANSSI, l'agence française cyber, à tirer la sonnette d'alarme sur les menaces étatiques qui planent sur le secteur. Des attaques similaires aux États-Unis ont aussi été attribuées au groupe chinois Salt Typhoon, ce qui finit de confirmer l'attractivité des télé-

coms pour les hackers. Gabrielle Hempel, stratège chez Exabeam, pointe du doigt l'effet domino spécifique aux fournisseurs de services. Quand les systèmes de support tombent, c'est toute la chaîne client qui vacille, même si le réseau principal tient bon. La confiance s'érode et les opérations en aval se retrouvent paralysées, ce qui crée un impact bien plus large que la simple intrusion initiale. La vraie leçon de cette affaire porte sur les délais de correction, encore trop longs pour des infrastructures critiques. « Sur des systèmes exposés à Internet, les correctifs devraient être appliqués en heures, pas en semaines », écrit le cofondateur de SYLink et ORSEC sur LinkedIn, David Legeay. Pour Hempel, les niveaux de service de sécurité doivent désormais égaliser, voire surpasser, ceux de disponibilité dans ces industries hautement sensibles où la moindre faille peut avoir des répercussions massives.

Google Cloud étend la surveillance de Database Center

Dans la dernière mise à jour de Database Center, Google Cloud propose de surveiller les VM exécutant les bases de données auto-gérées. Elle comprend aussi d'autres fonctionnalités pour les alertes ou la comparaison historique du parc. Lancé pour tous en mai dernier, Database Center évolue. En effet, l'offre de gestion des parcs de base de données de Google Cloud s'étoffe de plusieurs fonctionnalités supplémentaires. La plus notable est celle qui propose la surveillance des machines virtuelles Compute Engine exécutant des bases de données autogérées. Ce système offre plus de flexibilité, d'évolutivité et de rentabilité que le matériel dédié. Jusque-là, les entreprises pouvaient utiliser Database Center pour surveiller uniquement les bases de données gérées par Google, notamment Spanner, AlloyDB et Bigtable. Mais les entre-

prises voulaient aussi pouvoir surveiller leurs bases de données auto-gérées afin d'avoir une vue d'ensemble complète de toutes leurs bases déployées. « Cette vue holistique est capable d'identifier les failles de sécurité critiques, d'améliorer la posture de sécurité et de simplifier la conformité », a déclaré Charlie Dai, vice-président et analyste principal chez Forrester. « Concernant les failles de sécurité, il peut s'agir de versions mineures obsolètes, de plage d'accès IP trop large, de bases de données sans mot de passe root et sans audit activé », ont écrit dans un blog Kiran Shenoy, responsable produit senior et Apoorv Shrivastava, responsable produit bases de données au sein de Google Cloud. Cette fonctionnalité est actuellement en préversion et les entreprises doivent s'inscrire pour y avoir accès en avant-première.

Alertes, comparaison d'historique de parcs et une pointe de Gemini

Database Center s'enrichit également d'autres capacités, comme des alertes pour les ressources supplémentaires et pour signaler des problèmes concernant toutes les bases de données, ainsi que des fonctionnalités de langage naturel optimisées par Gemini pour la gestion du parc au niveau des dossiers, et une comparaison historique du parc sur une période pouvant aller jusqu'à 30 jours. Selon le fournisseur de cloud, grâce à ces fonctionnalités, les utilisateurs pourront créer des alertes personnalisées lorsque des ressources de base de données sont provisionnées, recevoir des notifications par e-mail, Slack et via les messages Google Chat pour tout type de problème détecté par Database Center. « La surveillance devient ainsi proactive et il est possible

de prendre des mesures immédiates pour appliquer les politiques de gouvernance, prévenir les dérives de configuration et atténuer les risques avant qu'ils n'aient un impact sur les applications », a fait valoir Charlie Dai. Afin de simplifier la surveillance à grande échelle, Google a ajouté des éléments linguistiques basées sur Gemini à Database Center au niveau des dossiers. « Cela signifie que l'on peut désormais avoir des conversations contextuelles sur ses bases de données dans un dossier spécifique, ce qui facilite leur gestion et leur dépannage, en particulier dans les environnements organisationnels vastes et complexes », explique le blog de Google Cloud. Quant à la capacité de comparaison historique du parc sur 30 jours, elle peut servir aux entreprises pour la planification des capacités et l'analyse de l'état du parc de bases de données. Aupara-

vant, Google proposait une comparaison historique sur sept jours pour l'inventaire et les problèmes liés aux bases de données. Dorénavant, trois options sont disponibles : 1 jour, 7 jours et 30 jours. « Les entreprises ou les administrateurs de bases de données peuvent utiliser la fonctionnalité de comparaison de parcs pour obtenir une vue détaillée du dernier inventaire des bases de données et identifier les problèmes opérationnels et de sécurité apparus au cours de la période sélectionnée », ont ajouté les deux responsables de Google Cloud. « Ces fonctionnalités devraient aider les administrateurs de bases de données des entreprises à prendre des décisions fondées sur les données pour optimiser leur parc », a avancé Charlie Dai. Google n'a pas précisé si ces fonctionnalités supplémentaires étaient déjà disponibles pour les utilisateurs.

Brèves

SoftBank investit 2 Md\$ dans Intel

Le groupe japonais annoncé une prise de participation de 2% dans le capital du fondateur de Santa Clara via une émission d'actions. Elle place SoftBank au sixième rang des investisseurs d'Intel sans demande de siège au conseil d'administration, ni d'accords commerciaux particuliers. Selon les analystes, cette opération est moins stratégique que politique pour donner des gages supplémentaires à Donald Trump dans la volonté de l'entreprise nipponne d'investir aux États-Unis. Pour rappel, elle est propriétaire du designer de puces ARM qui envisage de

commercialiser ses propres puces. L'investissement intervient par ailleurs dans un contexte où l'administration Trump pourrait transformer les subventions du Chips Act en actions et ainsi monter au capital d'Intel à hauteur de 10%. Cet apport d'argent devrait aider le fondateur dans la construction de deux usines dans l'Ohio pour un coût total de 30 Md\$ et une ouverture prévue en 2031.

Salesforce rachète Regrello

Le spécialiste du CRM en mode SaaS a annoncé l'acquisition de Regrello. Cette société fondée en 2020 propose une plateforme d'IA pour les entreprises de la supply chain et le monde industriel. Le montant

de l'opération n'a pas été communiqué, mais l'opération devrait être finalisée au troisième trimestre fiscal 2026 (clôt au 31 octobre 2025). Salesforce prévoit d'intégrer les technologies de Regrello à Agentforce et Slack. Selon le CEO de Regrello, Aman Naimat, ce rachat va permettre d'étendre l'IA agentique à davantage d'entreprises. Cette opération s'inscrit dans une série d'acquisitions récentes de Salesforce dont Waii, Bluebirds, Informatica et Convergence.ai.

Nvidia prépare le successeur du GPU H20 pour la Chine

Selon Reuters, la société dirigée par Jensen

Huang développe une puce IA basée sur l'architecture Blackwell pour le marché chinois. Connu sous le nom de code B30A, elle sera plus performante que la H20 (un version dégradée de la H100 sur base Hooper) aujourd'hui autorisée, mais récemment accusé de contenir des backdoors par les autorités chinoises. Toujours selon Reuters, le prochain accélérateur afficherait la moitié de la puissance de calcul brute que la B300, pour respecter les seuils d'interdiction d'exportation de Washington. Elle intégrera mémoire à large bande passante et technologie NVLink. La société espère livrer des échantillons dès le mois prochain, mais l'approbation des autorités américaines reste incertaine, en raison des craintes sur le transfert de technologies d'IA avancées vers la Chine.

PRESSÉ D'ACHETER LE NOUVEAU XIAOMI YU7 ? Le patron chinois propose une solution... inattendue !

À peine disponible, le SUV du constructeur chinois Xiaomi s'arrache. Dans les 18 premières heures du lancement de sa commercialisation, près de 240 000 commandes ont été passées. Le YU7 rencontre un tel succès que les délais de livraison dépassent allègrement un an. Alors, pour satisfaire les clients ne pouvant pas attendre aussi longtemps, Lei Jun, le PDG de Xiaomi, a une solution : acheter chez la concurrence.

À peine commercialisé, Xiaomi est submergé par la demande pour son SUV électrique YU7. Dans les 18 heures qui ont suivi l'ouverture des commandes, près de 240 000 acheteurs se seraient rués sur le nouveau modèle de la marque. Conséquence directe : les délais de livraison dépassent un an (56 à 59 semaines). Les premiers exemplaires sont revendus à un tarif supérieur au neuf juste après réception. Pour répondre aux acheteurs mécontents, Lei Jun, le PDG de Xiaomi, s'est exprimé dans un long post sur le réseau social chinois Weibo en assurant que la capacité de production allait augmenter et que, pour les plus impatients, il était toujours possible d'aller voir du côté de la concurrence.

Cette situation est plutôt inédite chez les constructeurs chinois. Ces derniers mois, la plupart d'entre eux connaissent la tendance inverse. En se livrant une bataille féroce, notamment à qui proposera les tarifs les plus bas, beaucoup d'entreprises se retrouvent avec une production supérieure à la demande. Par ailleurs, de nombreuses évolutions coûteuses et peu visibles entraînent une hausse des coûts de production, ce qui vient directement grignoter les marges. Si l'on ajoute le fait que la Chine est un grand producteur mais que, proportionnellement, son marché est limité à cause d'un pouvoir d'achat moyen trop faible, la situation que subit Xiaomi est



exceptionnelle. Surtout pour un véhicule qui n'est pas encore exporté.

Pourquoi le YU7 rencontre un tel succès ?

Lei Jun déclare :

« Les voitures électriques chinoises sont plutôt performantes. Par exemple, vous pouvez jeter un coup d'œil au Xpeng G7 et à l'Idéal i8. Le Model Y est également une excellente voiture, et Tesla a annoncé plusieurs promotions ; vous devriez donc l'envisager. »

Pourtant, son nouveau SUV YU7 a directement en ligne de mire ces voitures

et en particulier la Tesla.

Premier argument : son prix. À version équivalente, il est généralement moins cher que le Model Y. Pour ordre d'idée, les tarifs vont de l'équivalent de 30 125 € en version standard à 39 071 € en version Max. Le tout en annonçant des performances de haut vol et des autonomies élevées, bien que celles-ci soient régulièrement remises en cause. Néanmoins, les capacités de recharge rapide pourront gommer partiellement cet écueil.

Autre atout : son look. Son style est certes impersonnel, mais il semble plu-

tôt réussi. À l'avant, on peut lui trouver des airs de McLaren et, de profil, de Ferrari Purosangue.

Enfin, l'intérieur regroupe de nombreuses technologies, par exemple en termes de conduite semi-autonome grâce à une puce Nvidia Drive Thor associée à un Lidar, douze caméras (une 4D et onze HD) ainsi que douze capteurs à ultrasons. De quoi plaire à une clientèle jeune et branchée, comme l'avance le PDG dans le même post en rappelant que l'acheteur moyen du YU7 est âgé de 33 ans.

Cette Octavia ne ressemble vraiment pas à une Skoda



Un V8 de plus de 800 chevaux sous le capot

Et c'est normal : cette GT aux galbes musclés est une ancienne Aston Martin DBS réinventée à la sauce « restomod ». Elle possède un V8 Ford sous le capot et coûtera évidemment très cher.

Quel est le rapport entre la Skoda Octavia et l'Aston Martin DBS première 1967 et 1972 ? Aucun, si ce n'est le nom donné par l'équipe de Ringbrothers à son nouveau « restomod » dévoilé officiellement dans le cadre de la grande semaine de Pebble Beach en Californie.



L'Octavia en question est en effet une Aston Martin DBS de 1971 qui a passé beaucoup de temps dans les ateliers de Ringbrothers et de ses partenaires (12 000 heures pour être tout à fait précis). Son châssis a été entièrement retravaillé, la voiture repose sur des voies considérablement élargies et elle possède aussi une carrosserie en fibre de carbone. Préparée selon des techniques ultra-modernes, elle présente aussi un intérieur complètement refait aux finitions superbes.

Ce nouveau « restomod » cache un V8 Coyote d'origine Ford sous le capot, d'une cylindrée de 5,0 litres. Ce dernier est coiffé d'un énorme compresseur volumétrique Harrop (2,65 litres), poussant sa puissance maximale à 816 chevaux et connecté à une boîte manuelle à six vitesses Tremec. Cette Octavia envoie évidemment sa puissance sur le seul train arrière. Elle est quasiment aussi puissante que l'Aston Martin Vanquish actuelle (835 chevaux), mais elle pèse sans doute moins lourd (on ne connaît pas encore sa masse). Ringbrothers ne dévoile pas encore le nombre d'exemplaires prévus et surtout le prix, qui dépassera probablement celui d'une Aston Martin neuve compte tenu du travail nécessaire et de la qualité de la réalisation. Cette DBS s'inscrit en tout cas dans la tendance des « restomod » musclés du genre de la récente TWR Supercat, qui feront le bonheur de riches collectionneurs désireux de s'échapper un peu des normes actuelles. Reconnaissons-lui une sacrée gueule.

Mots fléchés

Ponctions	↓	Science de la nature	↓	Marque l'égalité	↓	Relatif à l'âne	↓	Euphrasie la fille de Fantine	↓	Pinceau	↓	Troupe de canidés	↓
Exactes		Décortiqué		Versatile		Exprimai						Inté-	lement
	→		↓		↓		↓	Tête nucléaire	→				↓
								Longues écharpes					
Bas-de-laine	→									Boisson	→		
Ingurgité										Bramé			
	→					On autorisé	→				↓		
						Exanewton							
Louanges	→						↓	Retire	→			Néon	→
								Halte				Dirigé	
Réglemen-taire	→					Frelaté	→						↓
						Jeux-de-mots							
Troublée		Troisième personne du singulier	→			Constitué	→			Fleuve allemand	→		↓
		Peintre montmartrois (Maurice)				Ravis-santes				Pluie soudaine			
	→		↓				↓						
				Mâle de l'oie	→					Vieil-lotte	→		
Pour relier	→									Organe d'un sens			
Lettres en croix				Plaque mince	→			Relatif aux moutons	→				
	→							Couleur brun roux					
									↓				
				Signe graphique	→						Personnes		Ruse
Titane	→											↓	↓
Affluent de la Dordogne				Affluent de l'Ob	→			Dégagé	→			Frère de Béotos	
	→			Tord-boyaux								↓	
						Artisans	→						
						Sélénium							
Partie avant d'un navire		Corde pour vacher	→					Excla-mation méri-dionale	→	Petit rongeur	→		
		Copeaux								Gringalet			
	→	↓											
						Se rapporte au vin	→					Désigné	→
						Alexandre-Benoit							
Biles répandues				Courte	→							Sans humidité	→
		Occupées		Note de musique								Tran-chante	
	→	↓		↓									
								Règles de dessin		Un des dix anges de la Kabbale		Bradype	Méprisé
Tirer vers le haut	→											↓	↓
Châtié						Souci	→						↓
	→												Sélectionné
													↓
				Dans le texte		Serre	→						
Elles sont bordées de maisons	→			↓		Partie d'une journée	→					Métal précieux	→
Elle a une baguette					Contraire de VF	Par							
	→				↓	↓							
				Germandrée	→			Native	→			Bismuth	→
Nazi	→			Figure géomé-trique	→					Causée un préjudice	→		

Algérie Poste a émis un timbre-poste commémoratif de la participation de l'Algérie à l'exposition universelle Expo-Osaka 2025 au Japon, a indiqué mercredi un communiqué du ministère de la Poste et des Télécommunications. La cérémonie de dévoilement de ce timbre-poste "a été organisée au pavillon de l'Algérie, sous la supervision du Commissaire de la participation de l'Algérie à l'Exposition universelle, M. Abdallah Bouguendoura", précise-t-on de même source. Pour rappel, cette manifestation s'inscrit dans le cadre des Journées de la philatélie organisées par le ministère de la Poste et des Télécommunications lors de cette exposition.



ANALYSE

Alger : une capitale sans système de mobilité, digne de son statut



Par Mohamed Chérif BELMIHOUB (*)

La mobilité est le vecteur principal de modernisation sociale et d'efficacité de l'économie urbaine. Les infrastructures et les moyens de locomotion ont beaucoup évolué au cours des dernières années : Le métro, Le Tramway, le transport vertical etc. Ce qui a manqué, c'est l'organisation. Le monopole, souvent critiqué, a ses vertus lorsqu'il s'agit du service public de réseaux. Un opérateur public unique pour le transport urbain dans une grande métropole comme Alger est l'une des solutions à envisager et ainsi sortir des sentiers battus sur ce sujet. La gestion par un seul opérateur permet d'optimiser le réseau, une meilleure affectation des moyens et tirer profit des économies d'échelle et des externalités positives. Cet opérateur aura la mission de la planification et du dimensionnement des infrastructures et surtout mettre en place des systèmes data aussi bien pour la planification que pour la gestion. L'événement malheureux, dramatique et surtout douloureux qui a endeuillé les familles des disparus de l'accident du Oued El Harrach vient montrer les dysfonctionnements, les négligences et l'anarchie qui caractérisent un service public de première importance dans un pays et de surcroît dans une capitale. Cet accident n'est pas le premier du genre ni à Alger ni ailleurs dans le pays. Peut-être c'est le plus grave par le nombre de victimes. Il a surtout bénéficié d'une médiatisation en raison de son lieu de production, la capitale. Au-delà des responsabilités des différents acteurs du transport public urbain, qui doivent être déterminées avec rigueur et sérénité ; cet accident provoquera, peut-être, une réflexion sérieuse sur l'organisation et le fonctionnement du service public de transport. La présente contribution s'inscrit dans cette

perspective d'amélioration du service public de transport urbain. D'abord, tel qu'il est organisé aujourd'hui à Alger et dans les autres villes, le service public ne remplit aucune des conditions de base de ses missions et objectifs. On peut les résumer ainsi : la continuité du service, l'égalité de traitement et l'adaptabilité à l'évolution des besoins. Par continuité, on entend généralement que le service public doit être disponible en permanence pour satisfaire l'usager dans ses déplacements. Comment peut-on assurer ce principe lorsqu'on sait que les lignes sont attribuées à plusieurs opérateurs souvent détenteurs d'un ou deux bus. Il suffit qu'un bus soit indisponible pour que la continuité soit rompue. Aussi, le transporteur individuel peut décider à tout moment de la journée de retirer son véhicule de l'activité, pour une raison ou une autre, et le service public est interrompu, ce qui remet en cause encore la continuité. L'égalité de traitement des usagers est une question cardinale dans le service public. Ne pas différencier entre les usagers, ni par le tarif, ni par la qualité de service, ni par une quelconque discrimination. Ici aussi, les pratiques des transporteurs laissent apparaître plusieurs anomalies comme le traitement privilégié fait aux étudiants par exemple. L'adaptabilité qui renvoie à l'évolution des besoins des usagers, besoins de tous ou besoins spécifiques d'une catégorie d'usagers. Sur ce principe les violations sont nombreuses, c'est le cas notamment des conditions d'accès dans le bus pour les personnes ayant un handicap physique ou à mobilité réduite ou pour les personnes âgées et les femmes enceintes. Ces limitations aux principes de base du service public sont plus prononcées dans le transport par bus que pour les autres modes de transport. Selon certaines sources, il y aurait près de 90.000 bus exploités par des particuliers dans toute l'Algérie. Comme on le voit, ces principes de base du service public de transport ne peuvent en aucun cas être pris en charge par un transporteur exploitant un ou deux bus. Le transport public urbain est une activité de réseau et par conséquent, elle suppose la mobilisation de moyens conséquents pour satisfaire le réseau dans le sens des principes cités plus haut : Remplacer rapidement un bus tombé en panne, mettre en circulation des bus pour des personnes à besoins spécifiques, assurer un service de nuit ou les jours fériés etc. A partir de ces considérations, il est clair qu'il est impossible d'organiser un service public avec des milliers d'opérateurs dans chaque grande ville. Il est impossible aussi de contrôler chacun des opérateurs sur

l'état du véhicule, les horaires de passage, les tarifs pratiqués etc... La solution, au moins pour Alger, doit reposer sur un certain nombre de règles, de moyens et d'une gouvernance appropriée. A Alger, le service public de transport urbain s'appuie sur plusieurs moyens de transport : Bus, Train, Métro, Tramway et Ascenseurs. Aujourd'hui le service public est éclaté entre plusieurs opérateurs, chacun exploite un type de moyens : ETUSA pour le transport par bus et ascenseurs, l'EMA pour le Métro et le Tramway et la SNTF pour le ferroviaire. Il faut ajouter les milliers de transporteurs privés par bus. Pourtant les usagers sont les mêmes : les résidents de l'agglomération algéroise qui déborde sur certaines wilayas limitrophes comme Blida, Boumerdes, Tipasa. Ces exploitants de réseaux de transports n'ont aucune coordination entre eux. Les réseaux ne sont pas connectés entre eux par des gars ou des stations (à de rares exceptions) ; les moyens sont alloués de manière arbitraire, certaines zones bénéficiant de tous les moyens et d'autres dépourvues du minimum (un bus amorti qui fait une ou deux rotations par jour). On oublie souvent un opérateur de transport urbain, celui du transport des étudiants qui mobilise des milliers de bus à Alger et des dizaines de milliers sur toute l'Algérie. En quoi le transport d'un étudiant est différent du transport des autres catégories de personnes, travailleurs, collégiens, touristes, retraités... Les besoins de mobilité sont tous légitimes. Cette séparation héritée de la période coloniale n'existe dans aucun pays et rien ne justifie le maintien de cette segmentation des usagers, elle est même contraire au principe d'égalité de traitement des usagers. Une catégorie des usagers (étudiants) utilise des bus en bon état circulant presque à moitié vide et avec de fréquentes rotations et l'autre catégorie s'entasse dans des bus bondés et dont la régularité des rotations est très aléatoire. Remplacer les vieux bus par de nouveaux ne règle pas le problème ; ceci doit être une opération permanente, chaque fois qu'un bus est déclaré non conforme aux exigences du cahier de charges, il est remplacé ou rénové. La vétusté des véhicules n'est qu'un aspect de la qualité du service public. Il s'agira bien de réorganiser le service public dans son ensemble et il faut commencer par regrouper tous les moyens publics de transport (y compris les Bus universitaires) et les mettre entre les mains d'un opérateur de service public pour Alger (le schéma pourrait être dupliqué dans les autres villes

qui présentent les caractéristiques de complexité et des problèmes similaires avec Alger). Cet opérateur (EPIC, ou SPA) aura la responsabilité de tout le transport urbain d'Alger et à charge pour lui d'organiser les itinéraires et d'allouer les différents moyens en fonction des réseaux d'infrastructures en place et des besoins des usagers : connecter les réseaux, réguler les flux, adapter l'offre aux besoins grâce à des plateformes multimodales. Le cas particulier de la SNTF doit être traité dans le cadre d'une convention avec le nouvel opérateur de transport urbain sans transfert des moyens vers lui. Les bus privés en bon état peuvent être utilisés de deux manières : soit, ils sont versés dans le réseau de transport urbain sous la responsabilité de l'opérateur public et le propriétaire perçoit une rémunération en fonction des rotations effectuées. Il ne décide ni des horaires d'exploitation, ni de la tarification et en cas de défaillance, il est remplacé par un bus pris dans la réserve de l'opérateur public. C'est une forme de location à long terme ; soit La deuxième possibilité qui consiste à organiser les exploitants particuliers de bus en coopérative ou Groupement d'Intérêt Economique ou Commun (GIE ou GIC) et leur confier, dans le cadre d'un cahier de charges, une concession d'exploitation d'une ou plusieurs lignes non prises en charge par les moyens de l'opérateur public mais toujours sous sa responsabilité. Ainsi, la coopérative ou le groupement sont solidairement responsables de la fourniture du service public de transport et toute défaillance d'un exploitant est comblée par les moyens des autres. Dans ce schéma, l'opérateur public du transport urbain a la responsabilité totale sur le fonctionnement et la qualité du service public de transport urbain et est le seul interlocuteur des pouvoirs publics locaux et centraux en matière d'investissement, de tarification, de financement etc. En dehors de ce schéma d'organisation du service public urbain, les gesticulations et les déclarations de circonstance sans lendemain et n'apporteront aucun salut à ce service, vecteur de modernisation et d'efficacité pour la société et l'économie urbaine locale, de surcroît d'une capitale.

(*) **Professeur en Economie Institutionnelle et en Management**

NB : La Chronique Eco d'Anouar El Andaloussi ne paraîtra pas les 21 et 28 août 2025 et sera remplacée par l'Analyse du Pr Mohamed Chérif BELMIHOUB.